

Assemblée générale
Documents officiels
Cinquante et unième session
Supplément N° 31 (A/51/31)

Rapport du Conseil de l'Université des Nations Unies

Janvier-décembre 1995



Nations Unies • New York, 1997

Note

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

Table des matières

<i>Chapitre</i>	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Orientation générale de l'Université des Nations Unies : changements dans le monde et responsabilités à l'échelle mondiale – aperçu général	1–7	1
II. Le travail de l'Université : problèmes et objectifs	8–153	1
A. Valeurs humaines universelles et responsabilités à l'échelle mondiale	8–34	1
B. Nouvelles orientations de l'économie mondiale	35–59	5
C. Systèmes mondiaux d'entretien de la vie	60–94	9
D. Progrès scientifiques et techniques	95–128	14
E. Dynamique de la population et bien-être de l'humanité	129–153	19
III. Développement des capacités : enseignement postuniversitaire	154–169	22
IV. Diffusion des résultats de la recherche	170–182	24
V. Interaction avec le système des Nations Unies	183–211	26
VI. État de l'Université, 1995	212–235	31
Annexes		
I. Programme académique de l'UNU pour la période 1996-1997		37
II. Membres du Conseil de l'UNU en 1995		38
III. Titres publiés en 1995		40
IV. Décision du Conseil de l'Université des Nations Unies concernant le budget biennal pour la période 1996-1997		43

* Publié initialement dans une version préliminaire datée du 7 mars 1996 sous la cote A/51/31.

Abréviations

ANASE	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
CEPALC	Commission économique pour l'Amérique et les Caraïbes
CNUCED	Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
FMI	Fonds monétaire international
FNUAP	Fonds des Nations Unies pour la population
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
INFOODS	Réseau international de systèmes de données alimentaires
OIT	Organisation internationale du Travail
OMS	Organisation mondiale de la santé
PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'environnement
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNITAR	Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche
UNU	Université des Nations Unies
UNU/BIOLAC	Programme de l'UNU sur la biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes
UNU/IAS	Institut des hautes études de l'UNU
UNU/IIST	Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels
UNU/ILA	Initiative internationale de formation des dirigeants
UNU/INCORE	Programme international de l'UNU sur le règlement des conflits et l'ethnicité
UNU/INRA	Institut des ressources naturelles en Afrique
UNU/INTECH	Institut de l'UNU pour les nouvelles technologies
UNU/INWEH	Réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé
UNU/WIDER	Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement
ZERI	Zero Emissions Research Initiative

Chapitre premier

Orientation générale de l'Université des Nations Unies : changements dans le monde et responsabilités à l'échelle mondiale – aperçu général

1. En 1995, la communauté internationale a solennellement célébré le cinquantenaire de la création de l'Organisation des Nations Unies, qui, au lendemain de la Deuxième Guerre mondiale, exprimait la volonté de préserver l'humanité du fléau de la guerre. L'année 1995 marquait également le vingtième anniversaire de l'Université des Nations Unies (UNU), le seul établissement universitaire de l'organisation mondiale. Au cours des deux dernières décennies, l'Université s'est particulièrement attachée à promouvoir la paix et le progrès, objectifs essentiels de l'Organisation, et elle est bien consciente du fait que les mutations profondes actuelles doivent rappeler à l'homme qu'il n'est que le gardien de la nature.

2. Le Conseil de l'Université a tenu sa quarante-deuxième session à Tokyo du 4 au 8 décembre 1995. Ses délibérations ont porté principalement sur les activités que l'UNU entreprendra pendant les dernières années du XXe siècle. Le Conseil a examiné les travaux que l'Université a accomplis pendant la dernière année de sa deuxième perspective à moyen terme (1990-1995) et étudié le projet de troisième perspective à moyen terme qui portera sur la période 1996-2001. Il a aussi adopté le programme et le budget de l'Université pour l'exercice biennal 1996-1997.

3. La deuxième perspective à moyen terme a été placée sous la rubrique générale intitulée « Changements dans le monde et responsabilités à l'échelle mondiale ». Conformément à cette perspective, les travaux universitaires de l'UNU au cours des six dernières années se sont inscrits dans cinq domaines de programme :

- a) Valeurs humaines universelles et responsabilités à l'échelle mondiale;
- b) Nouvelles orientations de l'économie mondiale;
- c) Systèmes mondiaux d'entretien de la vie;
- d) Progrès scientifiques et techniques;
- e) Dynamique de la population et bien-être de l'humanité.

4. Le présent rapport annuel contient un résumé des activités que l'Université mène dans chacun des domaines. Il souligne également les efforts que l'UNU a déployés au

cours de l'année pour ce qui est de la formation postuniversitaire, du développement institutionnel et de la diffusion des résultats de la recherche. Un résumé des travaux qu'elle a effectués avec d'autres organismes du système des Nations Unies pendant l'année considérée a été ajouté au rapport.

5. Comme dans le passé, le rapport n'a pas pour objet de présenter de façon exhaustive les travaux universitaires de l'UNU mais plutôt de montrer ses diverses activités de recherche, de formation et de diffusion. Ainsi, il donne une vue d'ensemble des travaux qu'effectue l'UNU dans le cadre d'une structure mondiale décentralisée comprenant des établissements et des chercheurs universitaires et scientifiques.

6. En 1995, quatre des centres de recherche et de formation de l'Université étaient pleinement opérationnels : l'Institut mondial de recherche de l'UNU sur les aspects économiques du développement (UNU/WIDER) à Helsinki; l'Institut de l'UNU pour les technologies nouvelles (UNU/INTECH) à Maastricht; l'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels (UNU/IIST) à Macao; et l'Institut des ressources naturelles en Afrique (UNU/INRA) à Accra.

7. L'Université a également créé en 1995 un nouveau centre appelé Initiative internationale de formation des dirigeants (UNU/ILA) à Amman et poursuivi son programme intitulé « Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes » (UNU/BIOLAC) dont le siège se trouve à Caracas. Un grand nombre d'autres institutions coopérant avec l'Université dans le monde sont évoqués ci-après au sujet du rôle qu'elles jouent dans ses différents domaines d'activité.

Chapitre II

Le travail de l'Université : problèmes et objectifs

A. Valeurs humaines universelles et responsabilités à l'échelle mondiale

8. Le monde de l'après-guerre froide est gros de dangers nouveaux. Les nouveaux problèmes mondiaux, mis en évidence par les préoccupations politiques, économiques et écologiques, exigent une nouvelle définition des valeurs humaines et leur expression dans les prérogatives et les obligations de la vie quotidienne. Or, les instruments qui avaient été mis au point pour rendre tolérable l'affrontement idéologique Est-Ouest s'avèrent souvent complètement inadaptés à notre époque.

9. Dans ce domaine d'activité, l'ONU étudie un certain nombre de questions essentielles relatives à la politique internationale, dans les quatre programmes suivants :

a) *Le système des Nations Unies, la conduite des affaires mondiales et la sécurité.* Ce programme porte sur l'évolution du rôle de l'Organisation des Nations Unies compte tenu des services de plus en plus nombreux qu'on lui demande d'assurer dans le domaine du maintien de la paix et du développement social. Les activités sont menées essentiellement au Centre de l'ONU à Tokyo;

b) *Règlement des conflits et ethnicité.* Diverses cultures et civilisations, qu'opposent souvent de vieilles inimitiés, rivalisent dans le monde pour élargir leur emprise. Le Programme international conjoint pour le règlement des conflits et l'ethnicité (INCORE), lancé avec l'Université de l'Ulster (Irlande du Nord), terre qui a connu des troubles confessionnels d'une rare violence ces dernières années, constitue le cadre des recherches menées au titre de ce programme;

c) *La conduite des affaires publiques, l'État et la société.* Face à l'interdépendance mondiale croissante, il faudra mettre en oeuvre de nouvelles mesures de bonne gestion des affaires publiques. En 1995, le programme a porté principalement sur des études préparatoires en vue de la création éventuelle d'un centre de recherche et de formation de l'ONU pour l'étude de la bonne gestion des affaires publiques, qui serait situé à Barcelone. Les travaux de recherche ont aussi été coordonnés par l'ONU/WIDER à Helsinki;

d) *Culture et développement.* L'affirmation de l'identité culturelle dans le respect de la dignité humaine se présente désormais comme le moteur d'une croissance équitable. L'Université travaille actuellement à cet important aspect de la problématique de développement en coopération avec le Centre de l'Asie et du Pacifique situé à Fukuoka (Japon).

**Le système des Nations Unies,
la conduite des affaires mondiales
et la sécurité**

10. En 1995, ce programme a organisé conjointement ou de façon indépendante un certain nombre de conférences et de colloques, édité des publications relatives aux politiques et effectué de nouveaux travaux de recherche.

11. En janvier, le programme a organisé en collaboration avec l'Académie mondiale pour la paix un colloque de haut niveau à Tokyo à l'intention des décideurs, des universitaires et du public sur les activités de maintien de la paix et les opérations humanitaires. Le colloque de deux jours a

largement attiré l'attention des médias qui ont organisé des débats télévisés sous forme de tables rondes auxquelles ont participé M. Yasushi Akashi, alors Représentant spécial du Secrétaire général pour l'ex-Yougoslavie, et M. Hisashi Owada, Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies.

12. Le colloque a abordé les raisons qui justifient théoriquement l'usage de la force et l'intervention humanitaire et formulé plusieurs recommandations d'ordre pratique sur le mandat des missions, les possibilités de réaction rapide et les besoins de formation. Un rapport concis contenant les conclusions du colloque a été publié et distribué aux missions permanentes auprès de l'Organisation, aux médias internationaux et à la communauté universitaire. Un résumé analytique du rapport en français et en japonais a également été publié. Un numéro de *UNU/Travaux en cours* (vol. 14/2) s'est inspiré d'un certain nombre de documents présentés lors du colloque.

13. Dans son projet relatif au multilatéralisme et au système des Nations Unies lancé en 1990, l'ONU étudie l'interaction de la dynamique de l'évolution de l'ordre mondial et de la mondialisation. Les travaux entrepris dans le cadre de ce projet se sont achevés en décembre lors d'un colloque international organisé à San José (Costa Rica). Le colloque a examiné diverses questions liées au multilatéralisme telles que les stratégies de développement, la faim, la technologie, les écosystèmes, les droits de l'homme et la sécurité.

14. En 1995, les presses de l'ONU ont publié deux ouvrages qui sont l'aboutissement des travaux de ce projet¹. Ces ouvrages portent sur les relations entre les États, avec leur société et l'ordre mondial que représentent les institutions depuis 1945 et constituent une source exceptionnelle d'informations et d'analyses relatives aux conceptions et aux politiques des États Membres à l'égard de l'ONU. Trois autres ouvrages sur les travaux de ce projet étaient en cours d'élaboration à la fin de l'année.

15. Dans le cadre de son projet relatif aux opérations de maintien de la paix, à la diplomatie préventive et à la réforme de l'ONU, l'ONU a organisé, conjointement avec l'Université La Trobe et avec l'Université nationale d'Australie, une conférence à Melbourne (Australie). Celle-ci a réuni d'éminents universitaires, des hauts fonctionnaires de l'Organisation des Nations Unies et des responsables gouvernementaux, des diplomates ainsi que des représentants d'organisations non gouvernementales autour des trois grands thèmes suivants : sécurité mondiale, réforme de l'institution et régionalisme.

16. La conférence a porté sur des questions telles que la réaction des églises et de la société civile aux conceptions de l'ONU touchant la sécurité internationale, aux problèmes écologiques, aux droits de l'homme et à l'autodétermination des populations autochtones, l'accent étant mis sur la région de l'Asie et du Pacifique. Elle a eu un large écho dans les médias australiens, ce qui se traduira par un très grand nombre d'ouvrages et d'articles dans les journaux.

17. L'ONU a lancé une nouvelle initiative importante, intitulée «Le système des Nations Unies au XXI^e siècle», au cours d'un colloque qui s'est tenu à Tokyo les 21 et 22 novembre 1995. Ce colloque, dont l'objet était de célébrer le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies et le vingtième anniversaire de l'ONU, a été organisé en coopération avec le «Academic Council on the United Nations System» et l'«International Cooperation and Research Association».

18. L'objet de ce projet de recherche d'une durée de six ans est d'étudier et de proposer les modèles qui conviennent le mieux aux organisations internationales, en particulier à l'Organisation des Nations Unies, qui répondraient le mieux aux besoins de l'homme au XXI^e siècle. La première phase permettra d'évaluer la raison d'être des organisations internationales et les concepts qui inspirent leurs activités. Le projet fera également le point des capacités de l'Organisation et s'emploiera à mieux diagnostiquer les problèmes qui empêchent actuellement le système de bien fonctionner. La deuxième phase du projet permettra d'allier la théorie à la pratique pour définir des scénarios applicables à l'Organisation dans l'avenir. Les thèmes de recherche porteront spécifiquement sur les États et la souveraineté, la citoyenneté mondiale, le régionalisme et le rôle de la fonction publique internationale.

19. L'Université a organisé, pour la onzième année, sa série de séminaires internationaux de l'ONU. Les séminaires visent à sensibiliser davantage les étudiants japonais en les mettant en contact avec des universitaires et des experts travaillant dans les réseaux mondiaux de l'Université. En 1995, deux séminaires se sont tenus, dont le premier au Centre du village de Shonan (préfecture de Kanagawa) au début du mois de septembre et le second à Kobé à la fin dudit mois. Les séminaires ont eu pour thèmes : «Les 50 ans de l'ONU : l'édification de la paix» et «Un monde en mutation : la réforme des Nations Unies». Au total, environ 150 étudiants japonais ou originaires d'autres pays ont participé à ces séminaires qui ont duré quatre jours.

Règlement des conflits et ethnicité

20. L'expérience qu'ont l'Inde, l'Irlande et la Suède des opérations de maintien de la paix et leur participation à celles-ci ont été le thème d'une étude comparative que l'ONU a entreprise dans le cadre de l'INCORE à l'Université de l'Ulster. Ces trois pays ont été choisis en raison de la diversité de leurs expériences pour ce qui est de la préparation des opérations de maintien de la paix et de la formation des participants et des différences qui pourraient exister entre le point de vue européen et celui d'un pays en développement. À ces trois études se sont ajoutées des études comparatives de diverses missions des Nations Unies, des entrevues avec des fonctionnaires occupant des postes clefs et ayant l'expérience du maintien de la paix dans les domaines civil et militaire ainsi qu'avec des décideurs nationaux, l'analyse de documents et de rapports de l'Organisation en vue d'améliorer la coordination entre le Siège et les responsables des opérations de maintien de la paix sur le terrain et l'analyse des articles de presse afin d'évaluer la façon dont le public perçoit les opérations de maintien de la paix.

21. Le projet devrait permettre de formuler une série de recommandations sur les moyens d'améliorer la préparation des opérations et la formation des personnes participant à leurs composantes civile et militaire. Des équipes de l'INCORE de l'Institut irlandais de la paix de l'Université de Limerick et du Centre australien de recherches sur la paix mènent actuellement des travaux de recherche. Une base de données comportant une bibliographie et un fichier ont été mis en place à l'Institut irlandais de la paix.

22. Les autres activités de l'INCORE ont porté principalement sur la mise en place d'un réseau sur l'atténuation des effets de l'ethnicité et des conflits, l'élaboration d'un bulletin et la création d'une base de données. Une étude a été entreprise pour déterminer les besoins des usagers de la base de données.

23. Pour mieux faire comprendre la question du règlement des conflits, en 1995 on a également lancé une série de guides sur les vues des pays fournissant des troupes aux opérations de maintien de la paix et aux opérations humanitaires ainsi que sur leurs capacités. Le projet est entrepris en coopération avec le Département des opérations de maintien de la paix du Secrétariat de l'ONU. Ces guides comprendront des rapports de pays s'inspirant des conclusions des ateliers et des séminaires pour procéder à un véritable examen et à des analyses comparatives. Les études pilotes relatives à la France, au Japon et à la République de Corée étaient en cours à la fin de 1995. Les rapports de pays aborderont les politiques gouvernementales actuelles, l'environnement politique, la base juridique et le processus de prise de décisions ainsi que les méthodes de financement

et d'établissement des budgets. Les problèmes relatifs aux domaines militaire, civil, à la police et les moyens des organisations non gouvernementales ainsi que les modalités de leur participation sont notamment des questions qui seront abordées dans ces rapports.

24. Parmi les monographies de l'ONU, les universitaires travaillant avec «International Alert» et INCORE ont publié pendant l'année quatre documents sur leurs travaux de recherche relatifs à l'ethnicité et au pouvoir dans le monde contemporain, la consolidation de la paix, le règlement pacifique et constructif de situations concernant des minorités et le règlement du conflit en Irlande du Nord.

25. Dans le cadre de la préparation de la réunion au sommet économique des pays d'Asie et du Pacifique qui s'est tenue à Osaka (Japon) en novembre 1995, l'ONU, conjointement avec le Conseil de sécurité et de coopération dans l'Asie et le Pacifique et l'Université La Trobe (Australie), a tenu un atelier régional sur la sécurité à Tokyo, les 30 et 31 octobre 1995. L'atelier, dont le thème était la sécurité en Asie et dans le Pacifique, avec ses manifestations nationales, régionales et mondiales, entrainé dans le cadre du suivi de la Commission sur la conduite des affaires mondiales. Il a réuni d'importants universitaires d'Asie et du Pacifique qui participaient aux réunions mixtes ou officielles regroupant des personnalités officielles et des universitaires en provenance d'une douzaine de pays soucieux d'adopter des mesures de confiance et de sécurité dans la région. Les principaux thèmes abordés ont été : la prolifération des armes de destruction massive, l'accroissement des arsenaux militaires et la modernisation des armées, les différends territoriaux et les possibilités de règlement de ceux-ci, le Registre des armes classiques et le respect des accords à l'échelon régional ainsi que l'avenir du Forum régional Japon-Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et des instances mixtes.

La conduite des affaires publiques, l'État et la société

26. L'Université a poursuivi, par l'entremise d'universitaires catalans, son programme de recherche relatif à la conduite des affaires publiques, que finance la Direction générale de la recherche de la Generalitat de Catalogne (Espagne). Deux projets interuniversitaires ont réuni des étudiants de troisième cycle et des représentants des pouvoirs publics et de la société civile. Des jeunes enseignants d'avenir ont participé à différents colloques et séminaires; des publications et des articles hors série devraient constituer les premiers produits de ce programme dont l'objectif, à plus long terme, est la création, à Barcelone, d'un centre de

recherche et de formation de l'ONU pour l'étude de la conduite des affaires publiques.

27. Les activités menées en Amérique latine sont demeurées l'élément central du projet concernant les changements économiques et la conduite des affaires publiques qui est exécuté en étroite collaboration avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et la Banque interaméricaine de développement. Un document de fond comprenant trois monographies, établi dans ce cadre, devrait être publié prochainement. Ces activités devraient former la base d'un nombre de plus en plus important de projets de coopération technique exécutés par le PNUD dans la région, l'ONU se voyant confier les aspects scientifiques et théoriques des travaux. Par ailleurs, un atelier de projet, réuni à Barcelone en octobre sur le thème du développement institutionnel des pays du sud méditerranéen, a émis une proposition, qui était à l'étude à la fin de l'année, visant à créer un réseau informatique interinstitutionnel dont l'élément central serait l'établissement que l'ONU envisage de créer à Barcelone.

28. Un groupe interuniversitaire de recherche a été créé dans le cadre du projet relatif à la gestion de l'environnement; il est composé de professeurs de droit de trois établissements universitaires de Barcelone et d'enseignants de sciences naturelles et politiques, ainsi que d'un certain nombre d'étudiants de troisième cycle. Trois séminaires ont été organisés en 1995, avec la participation d'étudiants et de représentants des pouvoirs publics sur des thèmes comme les domaines prioritaires d'action et le droit; les incertitudes concernant l'environnement et leurs incidences sur le plan juridique; et l'environnement comme sujet de droit.

29. Dans le cadre de ce projet, une étude approfondie sera consacrée à l'île de Minorque comme exemple d'écosystème fragile où s'affrontent des intérêts écologiques et économiques inconciliables. L'île subit, par exemple, des contraintes imposées par des réglementations locales, des directives de l'Union européenne (UE) et des intérêts mondiaux souvent contradictoires.

30. Le projet UNU/WIDER intitulé «Le nouveau régionalisme et le système international : conséquences pour le développement et la sécurité», lancé en 1994, donne une dimension supplémentaire à ce programme. Les activités menées en 1995 illustrent l'intérêt pratique des travaux de l'ONU/WIDER pour ce qui est des problèmes mondiaux contemporains. Un atelier de projet a, par exemple, réuni des hommes politiques, des chercheurs et des personnalités représentant Israël, la Jordanie et l'Autorité palestinienne pour étudier l'importance du dialogue dans le processus de paix au Moyen-Orient. Il avait été organisé en collaboration avec l'Institut de recherche pour la paix et le développement

de l'Université de Göteborg (PADRIGU) (Suède), le Harry S. Truman Research Institute for the Advancement of Peace, l'Université hébraïque de Jérusalem et DATA Studies and Consultation, de Bethléem (Israël).

31. Le troisième volet de ce projet est consacré au développement à long terme, à la viabilité écologique et au règlement des conflits régionaux; un atelier a été organisé à Katmandou à la mi-novembre pour lancer des travaux de recherche. Les éditions Macmillan vont publier un important ouvrage sur «Le mondialisme et le régionalisme» et plusieurs rapports faisant le point des connaissances sont en cours d'élaboration, pour publication dans la série *World Development Studies* de l'UNU/WIDER.

Culture et développement

32. L'UNU et l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) ont organisé conjointement, en coopération avec le Gouvernement japonais, un colloque intitulé «Science et culture». MM. Kenzaburo Oe, prix Nobel de littérature, et Jacques-Yves Cousteau y ont prononcé des discours liminaires. Le colloque avait pour objectif d'arrêter une stratégie globale et interdisciplinaire dans les domaines de la science et de la culture.

33. La déclaration publiée à l'issue du colloque portait sur la difficulté de réduire le clivage patent entre les sciences exactes, d'une part, et la culture et la tradition de l'autre. On y insistait sur la nécessité d'une notion élargie du Tout, concept qui sous-tend les théories de la diversité de la physique quantique et le holisme des religions et de la philosophie orientales. Une telle fusion de sciences et de tradition renaissante pourrait contribuer à consolider les efforts déployés en vue d'une paix perpétuelle.

34. Au Centre Asie-Pacifique de Fukuoka, l'UNU a poursuivi son étude comparative de la perception qu'ont les pays d'Asie de l'environnement. En novembre, des intellectuels japonais et d'autres pays d'Asie ont pris part au troisième atelier d'échanges culturels, où ils ont présenté six communications sur les problèmes écologiques considérés sous toutes sortes de perspectives, allant de la gastronomie à la religion en passant par les ressources en eau.

B. Nouvelles orientations de l'économie mondiale

35. Pour être durable, la croissance économique doit mobiliser toutes les capacités et toutes les énergies de l'humanité. Envisagé ainsi, le développement ressemble à

une tapisserie merveilleuse et complexe dont les fils sont les espoirs et les craintes, les valeurs et les croyances qui enrichissent tant l'activité humaine. La prospérité économique et le bien-être social se renforcent mutuellement, comme en témoignent, par exemple, les liens qui unissent étroitement l'activité humaine et la biosphère. Investir dans l'élément humain peut, à long terme, rapporter autant qu'investir dans les autoroutes, les usines et les autres éléments de l'infrastructure industrielle.

36. Les études que l'Université consacre à l'économie mondiale ont pour principal objectif de faire mieux comprendre les innombrables subtilités de la circulation des marchandises et des services dans le monde, question qui revêt une signification décisive pour l'avenir de la prospérité des pays en développement. C'est l'UNU/WIDER, le centre de recherche et de formation de l'UNU en matière d'économie du développement, situé à Helsinki, qui en est essentiellement responsable.

37. L'originalité des travaux de ce centre réside notamment dans le fait qu'on y considère que la responsabilité de définir la politique internationale ne doit pas incomber aux seuls économistes. Grâce aux efforts de l'UNU/WIDER, les problèmes sont abordés dans une perspective pluridisciplinaire et plurinationale par des chercheurs venant de nombreuses régions du monde. L'UNU/INTECH, le centre de recherche et de formation de l'UNU pour l'étude des nouvelles technologies, sis à Maastricht, et le Centre de Tokyo apportent eux aussi une contribution importante à ces travaux.

38. Dans ce domaine, les activités se répartissent entre trois programmes :

a) *Croissance et développement durable : évolution des structures et mécanismes nationaux, régionaux et mondiaux.* Les travaux mettent en relief les nouvelles forces (dont la mondialisation, l'investissement étranger et l'instabilité des taux de change) qui sèment la confusion dans les marchés naissants des pays en développement et s'opposent à une croissance équitable;

b) *Dimensions socioéconomiques du développement : emploi, équité et sexe.* Les activités entreprises dans le cadre de ce programme privilégient le développement humain, but ultime de la croissance économique, et traitent des problèmes relatifs à l'éducation, à l'alimentation et à la participation des femmes au développement;

c) *Changements dans le monde et perspectives mondiales.* Deux éléments caractérisent l'évolution actuelle de la situation dans le monde : le bouleversement radical des tendances en matière de dépenses militaires et l'impact accru

de l'activité humaine sur l'environnement. Leurs répercussions sur l'économie mondiale sont immenses.

**Croissance et développement durable :
évolution des structures et mécanismes
nationaux, régionaux et mondiaux**

39. Les activités de ce programme se rapportent aux incidences de la transformation des structures et mécanismes internationaux – ayant trait aux finances, aux échanges et aux techniques, notamment – sur la croissance des trois principales régions du monde en développement. La transformation économique des pays de l'ex-bloc soviétique y fait également l'objet d'une attention soutenue.

40. En ce qui concerne l'Amérique latine, les travaux ont porté sur la façon dont les pays de la région faisaient face aux forces de la mondialisation. Les travaux de recherche, organisés dans ce domaine par l'ONU/WIDER, se sont terminés en avril 1995. Ces études tombaient à point au moment où le Mexique traversait une crise des liquidités, dont les autres pays d'Amérique latine se sont ressentis pendant la période considérée. Ces événements ont montré que les pays de la région étaient insuffisamment armés pour lutter contre les effets pervers de la mondialisation. La première partie de l'étude de l'ONU/WIDER portait sur la façon dont les principales écoles de pensée latino-américaines abordent la question. Dans la seconde, on définissait l'impact des apports de capitaux, des échanges et des techniques sur les cultures de la région. Témoignage de l'intérêt suscité par les conclusions de l'étude, le gouvernement d'un pays de la région a invité l'un des principaux chercheurs à lui présenter des conseils et des recommandations sur les mesures à prendre. La première partie de l'étude sera publiée dans la série *World Development Studies* de l'ONU/WIDER.

41. Pour ce qui est de l'Asie, les recherches ont privilégié les économies rurales et l'impact des politiques de libéralisation. L'étude était circonscrite aux producteurs ruraux du Bangladesh, de l'Inde, du Népal et de Sri Lanka et a consisté en un examen de l'évaluation des marchés locaux et de la production rurale depuis la mise en train des programmes de libéralisation. On a demandé à quatre chercheurs d'établir des monographies qui ont ensuite été examinées au cours d'un séminaire de deux journées, organisé à New Delhi (Inde) en octobre 1995, auquel ont participé des experts venus de toute la région de l'Asie du Sud. Les versions définitives de ces études devaient être publiées à la fin de l'année.

42. Concernant l'Afrique, les travaux de recherche avaient pour objectif d'aider le continent, et ses pays, dont l'éco-

nomie est fondée sur l'exploitation des ressources naturelles, à passer d'une politique d'ajustement appliquée à contre-cœur à un mode de croissance plus soutenu. Un projet intitulé «Mobilisation des ressources et croissance durable en Afrique» a été achevé fin 1995. Une équipe de chercheurs de l'Institut d'Helsinki a consacré l'essentiel de ses activités à l'établissement de manuscrits et d'articles, pour publication. Parmi ces derniers, on peut citer les exemples suivants : une plaquette, «International Economic Policy and Trade in Africa», qui sera publiée par le PNUD; un chapitre, intitulé «Efficacy of structural adjustment policies in Africa», de l'ouvrage *Challenges of African Development: Structural Adjustment and Implementation*; et un numéro de la série *Research for Action* de l'ONU/WIDER, intitulé «Impacts of Africa's Growing Debt on its Growth». Deux documents de travail ONU/WIDER ont en outre été achevés au cours de l'année et le manuscrit du volume intitulé *Mobilisation of the Endowed Resources to Achieve a Sustainable Path of Growth in Africa* est sous presse.

43. Continuant de prêter attention aux immenses bouleversements sociaux et économiques intervenus en Europe centrale et orientale, l'ONU/WIDER analyse les aspects sociopolitiques de la transition, souvent douloureuse, de ces pays vers une économie de marché et en fait la synthèse dans une étude intitulée «Social determinants and consequences of transition to the new market economies of the 1990s: employment, poverty, equity, demographic development and gender issues». Cette étude comprend des analyses comparatives des répercussions de la transition sur les politiques sociales, des tendances récentes du développement social et des conflits sociaux, et enfin des effets de la transition sur les politiques de l'emploi et des revenus et l'évolution démographique. Trois rapports relatifs à cette étude ont été publiés dans la série *World Development Studies* de l'ONU/WIDER : a) «Emerging labour markets – labour market developments and transitional unemployment in Central and Eastern European countries»; b) «Income policy in Central and Eastern Europe in the transition period»; et c) «Demographic development of the Central and Eastern European region». Le projet devrait être terminé fin janvier 1996. Le manuscrit de l'ouvrage récapitulatif, *The Social Determinants and Consequences of Transition in Central and Eastern Europe: Policy Implications*, est d'ores et déjà prêt.

44. Dans un autre projet, «Les nouvelles économies de marché en Europe et en Asie», l'ONU/WIDER analyse les origines et les conséquences des succès et des échecs rencontrés par les nouvelles économies de marché tant en Europe qu'en Asie. Il y prête une attention particulière aux incidences régionales et mondiales des changements se

- produisant à l'échelon national, ainsi que les interactions internes et externes. Deux volumes de recommandations orientées vers l'action sont en cours d'élaboration. Le premier traitera des conclusions d'ordre national, mettant en évidence les raisons particulières pour lesquelles certains pays ont pu procéder plus facilement que d'autres à des ajustements et, ce faisant, diversifier et libéraliser leurs échanges ainsi que stabiliser leur monnaie. Dans le second, on fera le point sur les problèmes du changement de système, les écarts entre résultats espérés et résultats obtenus, les causes politiques des erreurs passées, les enseignements à tirer pour l'avenir et le rôle des institutions internationales.
45. «Intégration de la Chine dans l'économie mondiale», tel est le sujet d'un projet que l'UNU/WIDER vient de terminer sur les facteurs internes et externes des réformes mises en oeuvre, les incidences économiques et sociales de ces dernières et l'impact de la récente intégration de la Chine dans l'économie régionale et mondiale. La version définitive du manuscrit, qui contient les conclusions des travaux de recherche, est en cours d'édition, aux fins de publication.
46. Au niveau international, le Groupe de haut niveau sur les stratégies de développement et la gestion de l'économie de marché a tenu sa troisième réunion en juillet à Helsinki. Il a été créé par le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques du Secrétariat pour le seconder dans ses travaux de recherche sur les questions macroéconomiques. La réunion susmentionnée était présidée par un conseiller de l'UNU/WIDER, qui avait participé aux deux réunions précédentes, tenues à New York en 1994, et à Laxenburg (Autriche) en avril 1995, respectivement. Un recueil des documents présentés à la réunion sera publié.
47. En novembre, une réunion organisée conjointement à Helsinki par l'UNU/WIDER et le Centre de l'Université a examiné les principes de la coopération et la nécessité de la réorienter. Elle a réuni les participants suivants : Centre européen de gestion des politiques de développement (Pays-Bas), Institute of Southeast Asian Studies (Singapour), Institut de l'économie mondiale et des relations internationales (Fédération de Russie), Overseas Development Institute (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord), Université des sciences économiques de Budapest, Ministère de l'agriculture et du développement de l'élevage (République-Unie de Tanzanie), Université Seikei (Japon), Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), et PNUD. On y a examiné des communications concernant les principes de l'aide publique au développement (APD) et formulé des suggestions sur la réorientation de la coopération internationale pour le développement, du point de vue tant des donateurs que des pays ou régions bénéficiaires.
48. Une deuxième publication tirée de l'étude intitulée «Trade and industrialization reconsidered»² (projet des réseaux extérieurs de l'UNU/WIDER) a vu le jour en 1995. Elle contient cinq monographies consacrées aux problèmes auxquels les pays en développement se heurtent lorsqu'ils produisent pour l'exportation.
49. La réévaluation de l'investissement étranger direct par les sociétés transnationales est l'un des principaux aspects de l'intégration économique internationale. L'UNU/WIDER a étudié le rôle de ces sociétés en tant que moteurs de la croissance et de l'intégration. Envisageant les questions de développement sous un angle plus large, cette étude a pour objet de déterminer la mesure dans laquelle les sociétés transnationales ont des intérêts qui coïncident, ou sont incompatibles, avec ceux des économies nationales et régionales où elles exercent leurs activités. Une conférence de chercheurs s'est réunie fin septembre afin d'examiner 13 documents établis dans le cadre du projet. Les conclusions devraient pouvoir être publiées en avril 1996.

Dimensions socioéconomiques du développement : emploi, équité et sexe

50. L'évolution de l'emploi et la structure du chômage dans les pays d'Afrique forment la base d'un projet actuellement mis en oeuvre par l'UNU/WIDER. D'orientation pragmatique, cette étude porte sur l'évolution de l'emploi par secteur, profession, âge et sexe. De même, elle s'articule autour de certaines oppositions (secteur structuré/secteur non structuré, travail indépendant/travail salarié, secteur public/secteur privé) et comprend une analyse de la législation et de l'organisation du marché du travail.
51. Treize monographies de pays de l'Afrique subsaharienne ont été commandées. Elles devraient offrir de nouvelles informations sur le rôle du secteur non structuré dans la création d'emplois, la structure et le rôle des autorités responsables du marché du travail et la contribution des petites entreprises à ce marché. Un séminaire organisé conjointement par l'UNU/WIDER et l'UNU/INRA sur l'évolution de l'emploi et la structure de chômage en Afrique, a eu lieu à Accra en juillet 1995. Le Département de l'emploi et du développement du Bureau international du Travail (BIT) a participé à son organisation. Par ailleurs, les conclusions du projet ont été présentées à une conférence UNU/WIDER sur les établissements humains tenue en août 1995.
52. L'UNU/WIDER a servi de coordonnateur des contributions que l'UNU a présentées au Sommet mondial pour le développement social, réuni en mars 1995 à Copenhague. Une compilation des conclusions de la Conférence sur les

aspects politiques et économiques de l'emploi dans le monde, tenue à Helsinki en juin 1994, a été publiée en deux volumes sous le titre *Global Employment: An International Investigation into the Future of Work*³. Le premier volume a été distribué à chaque délégation du Sommet de Copenhague; la cérémonie relative à la parution officielle de cet ouvrage a réuni MM. Martti Ahtisaari, Président de la République de Finlande, Árpád Göncz, Président de la République de Hongrie, Percival Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque et Paulo Renato Costa Souza, Ministre de l'éducation du Brésil.

53. Au cours de l'année, l'ONU a continué d'accorder une attention particulière à la participation des femmes au développement. Une délégation dirigée par son recteur, et composée de chercheurs et d'employés de l'ONU/WIDER et de l'ONU/INTECH, a participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes tenue à Beijing du 4 au 15 septembre 1995. Une nouvelle publication de l'ONU/INTECH, *Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment*⁴, a été présentée au forum gouvernemental de cette dernière.

54. Dans le cadre de son projet sur le suivi de l'impact des technologies nouvelles sur le travail des femmes dans l'industrie en Asie, l'ONU/INTECH a continué de rassembler des données relatives aux incidences desdites technologies sur les possibilités d'emploi et de création d'entreprises qui s'offrent aux femmes dans les neuf pays qui ont été retenus pour refléter la diversité des économies et des marchés dans la région d'Asie et du Pacifique. Organisé en collaboration avec le Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM), ce projet bénéficie d'un financement du Ministère néerlandais de la coopération pour le développement.

55. Un atelier de projet sur le thème des «Politiques industrielles du XXI^e siècle : technologies nouvelles et emploi des femmes» a eu lieu à New Delhi fin mars. Dix-sept hauts fonctionnaires de huit pays d'Asie y ont participé. Par ailleurs, sept ateliers nationaux ont été organisés dans les pays suivants : Bangladesh, Chine, Inde, Indonésie, Malaisie, République de Corée et Sri Lanka. Une réunion à caractère pragmatique d'ONG/organismes gouvernementaux devrait avoir lieu en avril 1996, en collaboration avec la Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP) et UNIFEM. La principale chargée de recherche du projet a présenté une communication à la session plénière du Forum des ONG de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes au cours duquel un atelier sur les technologies nouvelles et l'emploi des femmes en Asie a par ailleurs été organisé par des responsables de projet. La principale chargée de recherche vient d'être nommée

Présidente du Comité consultatif sur les questions de parité entre les sexes de la Commission de la science et de la technique au service du développement de l'ONU.

56. L'ONU/WIDER a poursuivi les activités de son projet relatif aux effets de la restructuration économique sur l'emploi des femmes, s'agissant notamment de l'ajustement structurel, de la privatisation, du passage à une économie de marché et de la priorité accordée à l'exportation. Il y examine également des questions relatives aux services et politiques dans le domaine social et la législation du travail intéressant les femmes, l'emploi et la famille. La version définitive des conclusions devrait être arrêtée début 1996.

Changements dans le monde et perspectives mondiales

57. L'ONU/WIDER a poursuivi son étude de la restructuration actuelle du secteur militaire dans le monde, que la fin de l'antagonisme idéologique Est-Ouest a pour une bonne part provoqué. Il y examine les aspects relatifs aussi bien à l'offre qu'à la demande en matière de sécurité. Ces travaux devraient aboutir à la formulation de recommandations destinées aux institutions internationales sur les moyens de faire en sorte que le processus de restructuration ne s'accompagne pas d'une fragmentation et d'une violence excessives. Deux publications, dont les manuscrits étaient achevés à la fin de 1995, ont été tirées de ces travaux.

58. Le projet «Global change and modelling» (Changement mondial et modélisation), lancé en 1991, est mis en oeuvre par un réseau d'organismes qui s'efforcent de mieux faire comprendre les systèmes complexes, dynamiques et, souvent, non linéaires qui sous-tendent les changements dans le monde. Les activités correspondantes sont étroitement liées aux travaux concernant l'écorestructuration. Elles visent à produire les informations voulues pour établir des scénarios fiables de remplacement pour le XXI^e siècle qui tiennent compte des problèmes nouveaux et complexes posés par la consommation d'énergie, la demande de ressources naturelles, la croissance démographique et les structures de production.

59. Une importante conférence de l'ONU sur l'avenir durable du système mondial s'est tenue au siège de l'Université à Tokyo en octobre 1995. Elle s'inscrivait parmi les activités de suivi d'un atelier organisé en avril à l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués, situé à Laxenburg (Autriche). La région de l'Asie et du Pacifique est l'une des cibles privilégiées de ce système mondial de modélisation.

C. Systèmes mondiaux d'entretien de la vie

60. De tous les obstacles qui se dressent à l'aube du XXI^e siècle, le plus dangereux pourrait être l'espèce humaine elle-même, et plus exactement la multitude de gestes quotidiens qui mettent en péril le fin ruban de terre, de mer et de ciel qu'on appelle la biosphère. De fait, l'activité humaine perturbe de plus en plus profondément les systèmes d'entretien de la vie de la planète.

61. L'ONU, qui s'est intéressée aux questions d'environnement dès sa création il y a 20 ans, prête depuis quelques années une attention particulière au développement durable, c'est-à-dire une croissance qui satisfait les besoins du présent tout en tenant compte de ceux de l'avenir. L'expérience qu'elle a acquise est mise à contribution pour appliquer l'Action 21⁵, l'ambitieux programme de mesures relatives au développement arrêté par les participants à la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement qui s'est tenue à Rio de Janeiro en juin 1992.

62. Les activités de l'Université sur les systèmes d'entretien de la vie se répartissent entre cinq programmes :

a) *Écorestructuration en vue d'un développement durable.* Le développement durable passe par une profonde transformation des modes de consommation internationaux. Le programme vise à produire les nouvelles connaissances, touchant l'environnement, l'ingénierie, l'économie et l'énergie, qui sont indispensables pour maîtriser une telle évolution. Coordonnées par le siège de l'Université à Tokyo, ces activités sont exécutées en collaboration étroite avec l'ONU/WIDER, en Finlande, et l'ONU/INTECH, aux Pays-Bas;

b) *Études intégrées d'écosystèmes.* Ce programme appréhende les questions du développement durable sous l'angle de la capacité de charge des écosystèmes et de leur aptitude à soutenir, supporter et surmonter les impacts et les transformations à long terme. Les projets en cours sont coordonnés par le Centre de l'ONU à Tokyo;

c) *Systèmes informatisés de gestion de l'environnement.* Ce programme s'emploie à élaborer les instruments conceptuels nécessaires pour une gestion rationnelle de l'environnement et à renforcer les capacités humaines requises. Les activités sont principalement entreprises par le Centre de l'ONU à Tokyo;

d) *Ressources naturelles en Afrique.* Dans le cadre de ce programme, l'ONU/INRA étudie les besoins urgents du continent liés à la mise en valeur des ressources humaines et au renforcement des institutions dans le but d'assurer une protection, une gestion et une utilisation rationnelle plus judicieuses des ressources naturelles en vue du développe-

ment durable. L'ONU/INRA a son siège au campus de Legon de l'Université du Ghana, à Accra et dispose d'une cellule des ressources minérales à l'École des mines de l'Université de Zambie à Lusaka;

e) *Droit de l'environnement et bonne gestion.* Ce programme vise à prendre en compte une nouvelle série de questions de droit international épineuses qui doivent être traitées sous l'angle d'une gestion plus rationnelle de l'environnement. Les activités qui ont lieu principalement au Centre de l'ONU à Tokyo, sont étroitement liées aux travaux théoriques entrepris en matière de recherche sur la bonne gestion des affaires publiques à Barcelone.

Écorestructuration en vue d'un développement durable

63. Les activités de l'ONU dans ce domaine au cours de l'année ont visé à faire mieux comprendre la nouvelle notion de «métabolisme industriel». Cette notion, qui est l'aboutissement de travaux précédemment réalisés par l'Université sur les dimensions humaines des changements dans le monde, a trait aux processus physiques par lesquels les matières premières et l'énergie sont transformées en produits finis.

64. L'analyse des conditions d'une bonne gestion de l'environnement dans 14 pays développés ou en développement a été le thème du projet de l'ONU/WIDER sur les politiques nationales de l'environnement qui comporte une étude comparée du renforcement des capacités. La première phase des travaux de recherche a consisté à faire la synthèse d'informations provenant d'études de cas effectuées en Allemagne, au Chili, en Chine, au Danemark, aux États-Unis d'Amérique, au Japon, en Lituanie, au Nigéria, aux Pays-Bas, en République de Corée, au Royaume-Uni, en Russie, en Suède et en Suisse. La deuxième phase a consisté à analyser les études de cas lors d'un atelier organisé au Centre des sciences de Berlin au début de mai 1995 et a permis de terminer ces activités pour la fin de l'année.

65. Les transformations structurelles intervenues tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement au cours des 25 dernières années ont engendré un nouveau mode de division internationale du travail. La localisation des industries manufacturières est devenue particulièrement évidente dans la région de l'Asie et du Pacifique où les pays membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ANASE) et la Chine emboîtent le pas aux économies nouvellement industrialisées d'Asie. Il en résultera probablement une augmentation de la consommation d'énergie dans ces pays ainsi que la pollution de l'eau et de l'air et d'autres problèmes écologiques. L'ONU s'emploie à mesurer l'incidence sur l'environnement de l'industrialisation et de l'ac-

croissement des échanges en Asie, à évaluer les différents liens existant entre l'environnement et le commerce et l'industrialisation du point de vue de l'action gouvernementale et à proposer des moyens d'intervention éventuels dans le cadre de la coopération économique et technique entre les pays en développement et les pays industrialisés. Les activités ont commencé à la fin de septembre 1995 et devraient se poursuivre à l'Institut des hautes études de l'UNU (UNU/IAS) en 1996.

66. Il existe un lien étroit entre ces activités et un projet de l'UNU intitulé «Scénarios de durabilité pour le XXI^e siècle», qui a déjà été présenté dans le cadre du programme sur le changement mondial et la modélisation (voir par. 58). La Conférence UNU sur la durabilité du système mondial, organisée à Tokyo du 16 au 18 octobre 1995 en coopération avec l'Institut national japonais des études de l'environnement avec le parrainage de l'Agence japonaise de l'environnement et de la Commission du développement durable, constituait la première phase des efforts faits par l'UNU/IAS pour mieux cerner le concept de développement durable, déterminer les problèmes qu'il pose à la communauté internationale et trouver les moyens de les résoudre. À cette conférence, ont été présentés des scénarios à moyen et à long terme de portée mondiale concernant l'incidence du développement économique sur l'environnement ainsi que des scénarios concernant le développement durable eu égard à la rareté relative des ressources au niveau mondial.

67. L'UNU s'emploie également à comprendre la situation de différentes catégories de ménages dans différents pays, leur structure actuelle et la nature des principaux changements structurels qu'ils subissent et à déterminer des moyens parallèles pour faire face à ces changements grâce à un projet sur les approches postlibérales d'un développement économique respectueux de l'environnement. Une étude de cas sur l'Indonésie indiquera dans quelle mesure une méthode fondée sur les tableaux d'échanges interindustriels (TEI) et sur les matrices de comptabilité sociale est adaptée à l'analyse de différents scénarios de développement. Le projet déterminera également les conditions que devrait remplir un meilleur système de classification des ménages.

68. Un projet pilote a été entrepris par l'UNU/INTECH en 1994 dans le but d'examiner le cadre juridique des mesures de protection de l'environnement dans les pays en développement et l'efficacité obtenue dans l'application de la législation et de la réglementation sur l'environnement. Le projet faisait suite à un atelier organisé en avril 1994 sur le transfert des écotecnologies et financé par le Ministère néerlandais de la coopération pour le développement. Ce projet pilote a consisté à mener des travaux de recherche au Mexique dans le but de déterminer comment le cadre

juridique des mesures de protection de l'environnement influençait les choix technologiques des entreprises locales et étrangères. Une seconde étude, sur le comportement des entreprises dans un pays peu industrialisé, a été effectuée en République-Unie de Tanzanie. Ces études pilotes ont abouti à l'élaboration d'une proposition en vue d'un projet d'une durée de trois ans sur «la réglementation de l'environnement, la mondialisation de la production et le changement technique». La Commission européenne a accepté la proposition et le projet visera à analyser l'incidence de la réglementation de l'environnement sur la technologie et la compétitivité des industries de l'Union européenne, en particulier face aux pays nouvellement industrialisés et aux pays les moins avancés, et les effets sur la structure des échanges, l'investissement et l'emploi.

69. En 1995, l'UNU a continué à élaborer des programmes d'enseignement et de formation pour renforcer les capacités des pays en développement dans le domaine de l'écostructuration en vue du développement durable. L'UNU et l'Asian Institute of Technology (AIT) ont organisé un stage de formation sur la planification pour le développement durable dans la région de l'Asie et du Pacifique, du 17 juillet au 4 août 1995 au siège de l'AIT à Bangkok. L'UNU a accordé 12 bourses de recherche pour le stage de formation, 12 autres étant financées par les gouvernements australien et néo-zélandais et par le PNUD aux Philippines. Un stage semblable a été organisé en 1995 au Tata Energy Research Institute de Delhi. Des liens ont été également établis avec l'Université Keio, à Tokyo, dans le domaine de la formation.

70. Une initiative étroitement associée à l'amélioration de l'efficacité industrielle consiste en un projet de l'UNU sur la réduction des émissions, connu sous le sigle ZERI (Initiative de recherche sur l'absence totale d'émission). En avril 1995, l'Université a organisé le premier Congrès mondial sur ce sujet, qui a réuni des chefs d'entreprise, des scientifiques et des responsables politiques pour examiner l'efficacité des normes d'absence totale d'émission et mieux faire connaître l'initiative de l'UNU.

71. Les travaux étaient conduits simultanément en différents endroits en Asie, en Europe et aux États-Unis par liaison vidéo sur Internet. M. Ingvar Carlsson, Premier Ministre de Suède, et M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO, sont intervenus en direct sur Internet. Des efforts particuliers ont été faits au cours de l'année pour mettre en place des réseaux électroniques utilisant Internet pour appuyer le projet UNU/ZERI. Le plus actif est le Réseau intégré pour la bioscience qui compte quelque 210 experts participant par des moyens électroniques.

72. Ce congrès scientifique a été également l'occasion de lancer un nouveau livre de l'UNU intitulé *Steering Business*

towards Sustainability⁶. Le projet UNU/ZERI prépare le deuxième Congrès mondial UNU sur l'absence totale d'émission qui se tiendra à Chattanooga, au Tennessee (États-Unis d'Amérique) en mai 1996.

73. Le recteur a nommé un membre de l'Académie suédoise des sciences Président du Comité consultatif scientifique de l'UNU/ZERI. Après examen du projet, le Comité a conclu que l'Initiative de recherches sur l'absence totale d'émission est non seulement réalisable mais essentielle. Au cours de l'année, deux études de faisabilité sur des aspects essentiels du projet ont été effectuées. Il a été demandé au Centre chinois pour l'étude intégrée des ressources naturelles d'entreprendre une étude sur les systèmes biologiques intégrés pour les déchets agro-industriels. L'étude a abouti à la conclusion qu'un projet de recherche de deux ans était nécessaire pour réaliser des études pilotes en Chine, en Colombie, à Fidji, en Namibie et en République-Unie de Tanzanie. Une deuxième étude sur les techniques de séparation des matières a été effectuée à partir d'une étude sur la dissociation par la vapeur, réalisée par l'Institut de la chimie des bois de l'Académie des sciences de Lettonie. Le Oak Ridge National Laboratories (États-Unis), avec le concours de l'Institut de technologie de Bandung (Indonésie) et du Conseil national des sciences du Brésil, devraient proposer des projets concrets à entreprendre en 1996.

74. Une autre étude de faisabilité de l'UNU/ZERI sur la production de couleur sans pigments démarrera en 1996. Le projet étudie ce domaine dans le but de définir des applications possibles de technologies empruntées directement à la nature telles que la réflexion des couleurs du plumage des oiseaux.

Études intégrées d'écosystèmes

75. Les activités de l'UNU relatives aux régions sujettes à des catastrophes et à la prévention des catastrophes ont été brutalement interrompues par le grave séisme survenu à Kobé au moment même où était organisé tout près, à Osaka, un atelier sur la protection antisismique des villes, dans la matinée du 17 janvier 1995. Au cours de l'année, les activités du projet se sont poursuivies en vue de la mise sur pied, conjointement avec Stanford University, le Centre international de l'ingénierie pour l'atténuation des catastrophes (INCEDE) de l'Université de Tokyo et l'Initiative mondiale pour la sûreté sismique (WSSI), du Réseau mondial de gestion des risques associés aux catastrophes naturelles (GLO-DISNET). Ce réseau facilitera l'échange d'informations sur les travaux de recherche et les activités de formation ainsi que des données d'expérience en matière de gestion des risques liés aux catastrophes et de leur atténu-

tion, entre les chercheurs et les responsables de la protection civile. L'accent est mis sur la participation des pays en développement au réseau. À cette fin, une réunion d'une équipe spéciale a été organisée dans le cadre du Congrès scientifique du Pacifique à Beijing en juin 1995. La réunion sur «La maîtrise de la révolution des communications : vers un réseau mondial sur les catastrophes» a joué un rôle déterminant en faisant mieux connaître GLO-DISNET et en favorisant la coordination avec d'autres initiatives dans ce domaine. Une page d'accueil GLO-DISNET donnant de nombreux contacts a été créée sur le World Wide Web (<http://blume.stanford.edu:8080/>). D'autres moyens plus classiques de diffusion sont également utilisés afin de faire en sorte que les participants de pays en développement puissent aussi avoir accès à l'information.

76. L'UNU a organisé plusieurs ateliers ou séminaires sur des thèmes proches de ce projet en 1995. En mars, un colloque international sur le développement durable des petits États insulaires en développement a examiné la vulnérabilité des petits États insulaires face aux catastrophes naturelles. En mai, l'UNU a collaboré avec l'Université technique de Nanyang, le Singapore College of Insurance et la WSSI à l'organisation d'un atelier sur la gestion des risques associés aux catastrophes naturelles pour les compagnies d'assurance et de réassurance à Singapour. En septembre, l'UNU a organisé un atelier sur la gestion du risque sismique en zone urbaine, dans la perspective d'un éventuel séisme majeur à Tokyo auquel ont participé des spécialistes de la protection antisismique et de la gestion des catastrophes naturelles, originaires du Japon et de l'étranger, des représentants de municipalités de la région de la capitale ainsi que des services publics de distribution. L'objectif était de discuter de ce qui se produirait si un séisme majeur avait lieu à Tokyo. Outre les ateliers, les efforts de diffusion de l'information comprennent notamment la publication prochaine par les Presses de l'UNU d'un ouvrage intitulé *The Long Road Back: Community Recovery from Industrial Disasters*, sous la direction du professeur James K. Mitchell de Rutgers University (États-Unis d'Amérique). L'édition des travaux de l'atelier UNU de 1994 sur les catastrophes naturelles dans les mégapoles est sur le point d'être achevée.

77. Un projet de l'UNU sur la gestion des eaux internationales vise à promouvoir la gestion écologiquement rationnelle des nappes d'eau relevant de la juridiction de plusieurs pays. Cela exige non seulement des modes de gestion écologiquement et technologiquement rationnels mais aussi une analyse approfondie de questions d'ordre historique, politique, économique, social et juridique. Institution universitaire autonome, l'UNU favorise le dialogue entre les décideurs en se fondant sur des principes scientifiques

rationnels. Les activités du projet ont essentiellement consisté en l'organisation de deux principaux forums internationaux. Le forum sur l'eau en Asie a été organisé en collaboration avec l'Association internationale des ressources en eau et le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) à l'Asian Institute of Technology en janvier et février 1995. Il a porté sur les questions de gestion liées à trois principaux bassins fluviaux d'Asie : Mékong, Salouen, et Gange et Brahmapoutre. Comme suite au forum, l'ONU envisage d'effectuer une étude sur le bassin de la Salouen afin d'examiner les possibilités de mettre sur pied un comité de la Salouen semblable au Comité du Mékong.

78. Le Forum euro-asiatique sur l'eau, ayant pour thème la situation critique de la mer Caspienne, de la mer d'Aral et de la mer Morte et leur évolution future a été organisé en mars 1995 à Tokyo et à Shiga (Japon), en collaboration avec l'Agence japonaise de coopération internationale, le PNUD et la Fondation du Comité international de l'environnement lacustre. L'objectif était d'étudier les politiques hydrologiques et le processus de prise de décisions politico-économiques concernant ces trois principales mers fermées et les problèmes écologiques qui s'y posent. En octobre, l'ONU a accueilli le Colloque du Programme hydrologique international de l'UNESCO sur les fleuves et les populations de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique. Au cours de ce colloque, un *Catalogue des fleuves de l'Asie du Sud-Est et du Pacifique* a été lancé et des efforts ont été faits pour élaborer un projet international sur les bassins hydrologiques de la région. Deux livres⁷ portant sur les activités de l'ONU dans ce domaine ont été publiés en 1995.

79. Le projet sur l'écologie des régions montagneuses et le développement durable a continué de contribuer à la formulation des politiques du système des Nations Unies relatives au développement durable des régions de montagnes et de hauts plateaux. Dans le cadre du Groupe interorganisations pour le suivi du chapitre 13 d'Action 21 de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, intitulé «Gestion des écosystèmes fragiles : mise en valeur durable des montagnes»⁵, l'ONU a coopéré avec l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) qui est le chef de projet pour l'ONU, d'autres institutions participantes et des ONG. Le rôle de chef de file des recherches sur le développement durable des régions montagneuses a ainsi été confié à l'ONU. L'Université a également participé à la deuxième réunion interorganisations de coordination qu'a accueillie le Centre international de la pomme de terre à Lima en février 1995 ainsi qu'à la réunion consultative de suivi des organisations non gouvernementales. Le coordonnateur du projet ONU a été invité à faire un exposé devant la Commission du développement

durable, ce qui témoigne du rôle joué par l'ONU dans ce domaine.

80. Les principales activités de recherche au cours de l'année ont porté sur l'Asie. Un projet sur les inondations au Bangladesh s'est poursuivi avec la participation active d'universitaires du Bangladesh et de l'Inde. Cet effort vise à remettre en question l'idée reçue selon laquelle les inondations répétées sont la conséquence de l'érosion et de la déforestation dans l'Himalaya. Le projet est également assorti d'un important volet de renforcement des capacités consistant à former des étudiants locaux diplômés. Avec l'appui de la Fondation Ford, un projet sur l'impact du développement sur les conditions socioéconomiques et l'environnement dans les régions peuplées de minorités nationales dans le nord-ouest du Yunnan, en Chine est exécuté par l'ONU à l'Académie des sciences sociales du Yunnan. La deuxième réunion sur les Andes a été organisée à La Paz et à Huarinilla (Bolivie) en avril conjointement avec l'International Mountain Society, l'Alliance mondiale pour la nature et l'UNESCO. Elle avait pour thème «Le développement durable des montagnes : gestion des écosystèmes fragiles des Andes», et était axée sur les possibilités de création d'un couloir de zones protégées dans les Andes. L'ONU a poursuivi son appui à la publication de la revue spécialisée *Mountain Research and Development* qui publie d'importants articles scientifiques sur des questions liées à l'écologie et au développement socioéconomique dans les régions de montagnes et de hauts plateaux.

81. L'initiative conjointe de l'ONU, de l'UNESCO et de l'Académie des sciences du tiers monde, le «Programme de coopération Sud-Sud pour un développement socioéconomique écologiquement rationnel dans les zones tropicales humides», a été mise en place en 1992 au lendemain de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement. L'institution chef de file pour le projet est l'UNESCO, l'ONU y contribuant essentiellement dans le contexte de l'initiative Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement (PLEC) et de l'ONU/INRA. Les activités ont été financées par le biais du Programme d'études conjointes UNU-UNESCO grâce à un fonds d'affectation spéciale du Ministère japonais de l'éducation, de la science et de la culture. En janvier 1995, la deuxième réunion du comité directeur a été organisée à la réserve de biosphère de Mananara-Nord à Madagascar. L'objectif était d'examiner les rapports de situation sur les réserves de la biosphère en Afrique, en Asie et en Amérique latine et dans les Caraïbes et d'envisager des activités futures de recherches conjointes et d'échanges.

82. L'étude de l'ONU/WIDER intitulée «La forêt dans le Sud et dans le Nord : passage d'une politique de déboise-

ment à une politique forestière durable pour remédier au réchauffement de la planète» a été axée sur l'analyse de l'utilisation des ressources forestières tant dans les pays développés que dans les pays en développement. Les activités du projet, qui a démarré en 1994, ont consisté à examiner les analyses nationales des causes et de l'ampleur du déboisement dans 90 pays tropicaux en fonction de différents facteurs à l'origine du déboisement. D'autres activités ont été axées sur l'analyse économétrique du déboisement en Amazonie brésilienne. Des progrès ont été réalisés quant à la conception et à l'estimation du modèle de la dynamique du déboisement en Amazonie ainsi qu'aux conséquences du déboisement pour les émissions de gaz carbonique. Les résultats finals du projet, auquel participent l'Institut finlandais de recherche sur les forêts, l'Institut européen des forêts et l'Institut de recherche économique appliquée du Brésil, sont attendus au milieu de l'année 1996.

Systèmes informatisés de gestion de l'environnement

83. Le projet de l'ONU sur les méthodes d'évaluation de l'impact sur l'environnement a atteint sa phase finale et un rapport a été établi au cours de l'année. L'objectif du projet est de rédiger un manuel qui pourrait être utilisé pour la formation de professionnels des pays en développement participant à la préparation de l'évaluation de l'impact sur l'environnement de projets de développement.

84. Poursuivant ses activités de 1994, l'ONU a commencé à exécuter un ensemble d'activités dont le projet principal est intitulé «Surveillance et analyse environnementales en Asie de l'Est : transfert de technologie et gestion de l'environnement». Ce projet de recherche, de formation et de diffusion des informations, étendu sur trois ans, fera intervenir 80 scientifiques originaires de neuf pays d'Asie de l'Est. La première étape consistera à assurer la formation des scientifiques de la région dans les domaines de l'analyse et de la production de documentation normalisée. L'un des objectifs principaux du projet est de promouvoir des techniques et des méthodes étalonnées dans la région afin de produire des données fiables à interpréter. Les scientifiques analyseront les polluants présents dans le riz et les graminées, les sols et les déchets industriels, les poissons, l'eau (reconstituée), les sédiments et la pollution atmosphérique. Le projet inclura l'utilisation de matériel spécialisé pour aider à l'étalonnage et au transfert de connaissances et de technologie et reçoit l'appui de l'Unité régionale de coordination du PNUE pour le Plan d'action pour les mers d'Asie de l'Est; il bénéficie de l'appui financier du secteur privé japonais par l'intermédiaire de la Fondation du Japon pour l'ONU. L'ONU a terminé le rapport relatif à l'exécution du

projet UNU-UNESCO/COI-PNUE de surveillance des moules dans la région de l'Asie et du Pacifique. Le rapport présente les conclusions d'un atelier de planification sur ce projet, tenu en novembre 1994, et comprend le plan d'exécution.

85. L'ONU a participé en mars à l'organisation d'un colloque international intitulé «Petits États insulaires et développement durable». L'ONU a tenu une réunion préparatoire d'une journée avant le colloque pour établir sa contribution au Réseau des petites îles, considérée comme un moyen de relier les chercheurs de l'ONU et les scientifiques à propos de questions concernant les petits États insulaires. Au cours de l'année, en utilisant des moyens électroniques, l'ONU a rassemblé un nombre important de membres, spécialistes et chercheurs, et a tenu plusieurs séminaires électroniques. Une page d'accueil intitulée «Island Gateway» a été créée le 1er décembre afin de mettre en commun les résultats de recherche et de relier les organisations et les réseaux concernés par les questions relatives aux petites îles.

86. Le quatrième Forum de l'ONU sur l'environnement mondial a été organisé en mai autour du thème «Population, gestion des terres et évolution de l'environnement (PLEC)», initialement prévu pour le mois de janvier, mais reporté à la suite du séisme survenu à Hanshin. Cette réunion devait s'inspirer des recherches effectuées dans le cadre de l'initiative UNU-PLEC. Outre des documents théoriques sur la gestion des terres et la biodiversité dans les zones agricoles, la participation d'exploitants agricoles et le rôle des femmes, des études de cas portant sur la Thaïlande du Nord, la Papouasie-Nouvelle-Guinée et l'Amazonie ont été présentées. Le Forum a été organisé en coopération avec le Centre international d'écotechnologies du PNUE, avec l'appui du secteur privé japonais.

Ressources naturelles en Afrique

87. Les activités de l'Institut des ressources naturelles en Afrique de l'ONU menées au cours de l'année 1995 ont été principalement consacrées à la formulation de projets et à des études de faisabilité sur les principaux aspects de ses futurs travaux. L'une de ses principales préoccupations a été d'achever et d'étendre la phase d'études sur le terrain de ses précédents travaux. Les études sur le terrain ont été consacrées à l'eau, aux ressources minérales et végétales et aux cultures vivrières indigènes africaines. Des études de faisabilité sur un centre pédologique de référence pour les sols, les plantes et l'eau, ainsi qu'un centre de conservation de culture de tissus végétaux et de germoplasme (herbarium) ont été amorcées en 1995. Les deux centres seront développés à des fins de recherche et serviront aux collaborateurs

de l'UNU/INRA comme centre d'analyse; ils pourront servir également à des scientifiques invités et à des membres du College of Research Associates de l'UNU/INRA. Des propositions de projet sur le contrôle de la détérioration des sols, l'inventaire des ressources écologiques et un programme intégré de recherche, de développement et de démonstration concernant les bassins hydrographiques ont été achevés en décembre 1995. Ces études et projets constitueront la base des initiatives d'appels de fonds au début de l'année 1996.

88. Des préparatifs sont en cours pour publier neuf études de terrain supplémentaires, s'ajoutant à 14 études précédentes qui en sont à diverses phases d'édition ou de révision avant publication. Des bilans des 43 études de terrain exécutées sur commande de l'UNU/INRA seront achevés en 1996.

89. En juin, l'UNU/INRA a officiellement mis en service le poste de travail informatique UNU/INRA de l'Unité des ressources minérales de l'Université de Zambie à Lusaka. Les installations comprennent des ordinateurs et des accessoires, du matériel de cartographie géologique, des logiciels de traitement d'images et de matériel audiovisuel. L'utilisation du poste de travail fera partie intégrante des travaux de l'Unité. L'achat d'équipement pour ce poste de travail a été possible grâce à une subvention du Fonds de l'OPEP.

90. Bien que les cours de formation initialement prévus par l'UNU/INRA aient dû être retardés pendant l'année, des progrès ont été réalisés dans la préparation de matériel didactique relatif aux cultures vivrières africaines et aux plantes utiles. Un atelier utilisant ce matériel devrait avoir lieu au début de l'année 1996.

Droit de l'environnement et bonne gestion

91. Des problèmes importants de droit international non résolus se posent fréquemment dans le domaine de l'environnement, comme par exemple dans le cas d'une menace écologique qui s'étend au-delà des frontières nationales. L'UNU s'efforce de répondre aux besoins de formation dans ce domaine en organisant des cours dans diverses parties du monde. Un atelier de formation mondial des enseignants a été organisé à Barcelone en juillet. L'atelier a assuré la formation de jeunes professeurs de droit dans le domaine de l'enseignement du droit international de l'environnement. Il a réuni 18 professeurs, professeurs adjoints et maîtres de conférence de 16 pays avec des professeurs, des conseillers juridiques et des fonctionnaires de l'ONU de haut niveau. Un dossier pédagogique de l'UNU a été constitué comprenant des cours préparés, des modules, des textes de référence, des manuels et un guide sur les méthodes d'enseignement. On espère que les participants utiliseront les docu-

ments de l'UNU dans l'enseignement du droit international de l'environnement dans leurs institutions respectives. Une cassette vidéo de l'atelier est également disponible à l'intention des professeurs d'université.

92. L'atelier a contribué à renforcer le réseau mondial sur le terrain et l'UNU envisage d'organiser plusieurs ateliers régionaux et, le cas échéant, des ateliers nationaux pour tirer parti de l'effet multiplicateur de la formation des formateurs. Dans la mesure du possible, les participants à l'atelier mondial seront invités à prendre part aux ateliers régionaux en qualité d'experts.

93. Au début du mois de décembre, l'UNU a organisé un atelier de formation du personnel enseignant d'Asie de l'Est en droit international de l'environnement; c'est la première étape du suivi de l'atelier de Barcelone. Le dossier pédagogique a été utilisé pour axer les débats sur des questions touchant l'Asie de l'Est. Quatorze universitaires de 10 pays de la région, ainsi qu'un groupe éminent d'enseignants, ont participé à l'atelier.

94. L'UNU a également fourni ses connaissances spécialisées pour un atelier de formation PNUE/Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR) sur le droit et les politiques de l'environnement et elle a participé à la réunion PNUE-UICN d'experts juridiques sur l'enseignement du droit de l'environnement. D'autres activités concernaient des mesures préalables pour mettre en oeuvre un projet commun UNU/PNUE, instituant un programme de maîtrise en droit de l'environnement à l'Université de Colombo (Sri Lanka). Le recteur de l'Université et la direction exécutive du PNUE, dans un échange de lettres en 1995, sont convenus de favoriser une collaboration ultérieure dans le domaine de la formation en droit de l'environnement, la recherche relative à son application et le respect des accords environnementaux. Cet effort de coopération profitera également aux institutions académiques dans ce domaine dans le monde en développement.

D. Progrès scientifiques et techniques

95. La technologie moderne a beaucoup à offrir à ceux qui souffrent de la pauvreté et de la faim dans le monde : elle a une énorme influence sur le sort des hommes. La technologie atteint la vie quotidienne et la culture des sociétés dans le monde entier. Mais les autoroutes de l'information ont tendance à contourner les sociétés en développement ou à leur imposer quelque chose qui ne convient absolument pas à leurs besoins ou à leur culture.

96. Les travaux de l'UNU dans ce domaine concernent directement l'impact de la science et de la technologie sur

le développement, et leur contribution à une croissance viable. Les activités se répartissent en quatre programmes :

a) *Incidences socioéconomiques des technologies nouvelles.* De la meule à la puce électronique, les technologies s'intègrent dans l'histoire sociale. Les travaux réalisés dans le cadre de ce programme examinent les incidences politiques et socioéconomiques des technologies nouvelles et des politiques de la technologie. Les activités de l'UNU dans ce domaine en 1995 ont été confiées à l'UNU/INTECH à Maastricht (Pays-Bas);

b) *Utilisation de la biotechnologie au service du développement.* Ce programme comprend un ensemble d'activités menées au niveau régional dans l'objectif d'aider les pays en développement à exploiter le potentiel de la biotechnologie, pour produire des aliments de qualité et en quantités suffisantes, fournir des sources d'énergie peu onéreuses et viables et améliorer la santé et la qualité de la vie en général. L'UNU/BIOLAC à Caracas coordonne les activités menées dans ce programme;

c) *Technologie des logiciels pour les pays en développement.* Les logiciels informatiques portant sur des problèmes comme la maîtrise des inondations sont un type d'«écotechnologie» nécessaire pour le développement durable. C'est précisément cette sorte d'outil moderne d'information qui est étudié à l'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels à Macao. Par des activités de renforcement des capacités, destinées à des chercheurs, des conférenciers et des ingénieurs informaticiens du monde en développement, l'UNU/IITL répond aux besoins des pays en développement en matière de technologie des logiciels;

d) *Microprocesseurs et informatique.* L'évolution rapide de la technologie menace de priver le monde en développement des avantages de la révolution microélectronique. Ce programme est axé sur l'informatique, c'est-à-dire sur la façon dont l'information est produite, traitée et utilisée. Il dispense une formation de troisième cycle en technologie des microprocesseurs dans le cadre d'ateliers régionaux de formation dans le monde. Les activités de formation sont principalement coordonnées au Centre international de physique théorique de Trieste (Italie).

Incidences socioéconomiques des technologies nouvelles

97. Les recherches de l'UNU/INTECH ont continué de porter sur diverses applications à la production des recherches des instituts technologiques en Chine. On accorde un intérêt spécial à ces entreprises dans le domaine de la technologie de l'information, ainsi qu'à l'évolution des

politiques de réforme. Des travaux sur le terrain supplémentaires conduits en Chine en avril et en mai ont permis d'étudier la transformation de la recherche-développement et des systèmes technologiques dans l'industrie mécanique chinoise. L'analyse des données s'est poursuivie à la fin de l'année et un rapport est attendu dans le courant de la première moitié de 1996. On a également étudié les possibilités d'utiliser une méthode similaire pour des comparaisons entre pays, en particulier avec l'Inde.

98. La phase de recherche du projet sur la compétitivité des exportations sud-africaines au lendemain de l'apartheid a été achevée dans le courant de l'année 1995. Les chercheurs du projet ont communiqué les résultats de la recherche lors d'une série de séminaires organisés sur une période de trois semaines en Afrique du Sud. L'UNU/INTECH examine comment utiliser au mieux ces documents, éventuellement en les faisant publier. Ces documents pourraient également être inclus dans les cours d'un programme de doctorat offert par l'UNU/INTECH et l'Institut de recherche économique de Maastricht, rattaché à l'Université du Limbourg (Pays-Bas).

99. Les travaux de terrain du projet sur la libéralisation des importations, l'industrialisation et les compétences technologiques dans les pays de l'Afrique au sud du Sahara ont été effectués au cours des premiers mois de 1995. Le projet consiste à évaluer les incidences de la libéralisation des importations sur les performances industrielles et sur la création de capacités technologiques pendant les années 80 dans certaines économies africaines. Les responsables de plus de 40 entreprises ont été interrogés au Kenya, en République-Unie de Tanzanie et au Zimbabwe dans deux branches industrielles. Les chercheurs de la Queen Elizabeth House, à Oxford, et de la Fondation de recherche économique et sociale de Dar es-Salaam, deux des principales institutions qui coopèrent à ce projet, ont analysé les données résultant des activités sur le terrain. Le manuscrit contenant le résultat des recherches devrait être achevé vers la fin de l'année.

100. Le projet sur les technologies nouvelles et les systèmes de recherche-développement dans les pays de l'Europe méridionale, lancé en 1994, a consisté à comparer les politiques technologiques de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne, s'agissant notamment des liens entre les systèmes nationaux de recherche et de développement et des systèmes industriels encore relativement fragiles. Dans une deuxième phase du projet, des travaux sur le terrain ont été effectués cette année dans des centres de recherche grecs en technologie informatique, science des matériaux, biotechnologie et génie chimique. L'étape suivante a porté sur la recherche empirique comparative dans des instituts de recherche

appliquée, au Portugal et en Espagne, et l'étude de cas des capacités de conception des circuits intégrés à application spécifique en conséquence des programmes européens et nationaux de développement technologiques.

101. Le projet UNU/INTECH sur «Les technologies nouvelles, les économies d'échelle et l'importance et l'implantation de la production dans les pays en développement» s'est achevé en 1995. Un ouvrage contenant les études de pays, les conclusions générales, les incidences et les recommandations a été remis à l'imprimeur en décembre. L'étude montre que la diffusion de systèmes de commande microélectroniques et d'équipements de production et de conception au Brésil, en Inde, au Mexique, en Thaïlande, en Turquie et au Venezuela était plus importante que ce qu'on attendait et était assortie de nouvelles formes d'organisation de la production, parfois plus avancées que dans des entreprises équivalentes des pays développés. Des réductions du temps de mise en place des équipements permettent la production d'une plus grande gamme de biens, avec des économies de gamme, tout en offrant en même temps une flexibilité permettant de mieux adapter les délais de production aux fluctuations de la demande.

102. Les rapports de l'atelier de 1994 sur l'investissement étranger direct, la structure économique et les gouvernements organisés à Rotterdam (Pays-Bas) en 1994 ont été publiés dans un ouvrage contenant des études de cas par pays de la Chine, de l'Espagne, de l'Indonésie, du Japon, du Mexique, de la Nouvelle-Zélande, du Royaume-Uni et de la Suède. Dans le cadre du projet, l'UNU/INTECH a mis au point une base de données mondiale sur la technologie et le développement économique (GLOB-TED), qui est utilisée pour analyser le rôle de divers paramètres du développement pour déterminer l'attrait relatif des pays pour les entreprises multinationales. Les résultats du projet seront publiés en 1996. Une conférence sur la productivité, les modifications techniques et les systèmes d'innovation nationale en Amérique latine dans les années 90 s'est tenue à Marbella (Chili) en août. La discussion des méthodes et des résultats des recherches de l'UNU/INTECH a commencé par l'examen des systèmes nationaux d'innovation. La réunion était organisée conjointement par la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC).

Utilisation de la biotechnologie au service du développement

103. Dans le cadre du programme UNU intitulé «Biotechnologie en Amérique latine et dans les Caraïbes» (UNU/BIOLAC), des stages de formation ont été organisés dans les principaux laboratoires de biotechnologie en Argentine, au Guatemala, au Mexique et au Venezuela. Ces

stages visent à familiariser les scientifiques avec les dernières applications de la biotechnologie. En 1995, l'UNU a par ailleurs accordé 23 bourses d'études.

104. Au début de l'année, un stage d'une durée d'une semaine sur la base moléculaire de stabilisation de la croissance tumorale, la différenciation et le cycle cellulaire a été organisé au laboratoire de biologie cellulaire de l'Instituto Venezolano de Investigaciones Científicas, à Caracas. Un autre stage sur l'analyse de la manipulation du génome végétal s'est tenu au mois de mars au Centro de Investigación y de Estudios Avanzados del Instituto Politécnico Nacional à Irapuato (Mexique). Un stage de deux semaines sur les applications des biotechnologies à l'agriculture a été organisé en mai à l'Instituto Nacional de Tecnología Agropecuaria à Morón (Argentine). Un stage de perfectionnement sur les utilisations du génie biochimique au service de la biotechnologie de l'environnement et des modes de production peu polluants s'est tenu à l'Instituto Centroamericano de Investigación y Tecnología Industrial, au Guatemala, en septembre. Enfin, l'Universidad Nacional Autónoma de México a accueilli à Cuernavaca, au mois d'octobre, un stage de formation d'une durée de deux semaines sur les applications de la biotechnologie.

105. Le réseau de recherche de l'UNU sur la brucellose, créé en 1985, a poursuivi ses activités. Un séminaire organisé en avril à Valdivia (Chili) a réuni 18 scientifiques venus des pays suivants : Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, États-Unis, Mexique et Venezuela. Un second séminaire, consacré à l'application de la biotechnologie à la recherche sur la tuberculose, organisé à Caracas en juin, a réuni 33 scientifiques venus de 15 pays.

106. À l'initiative de chercheurs d'Amérique latine, du Canada, des Pays-Bas et d'Espagne, un nouveau réseau de scientifiques spécialisés dans la recherche sur la tuberculose est actuellement mis en place.

Technologie des logiciels pour les pays en développement

107. Les activités de l'UNU/IIST sont essentiellement consacrées au développement de logiciels fiables pour une large gamme d'applications essentielles pour les pays en développement. En 1995, l'accent a été mis sur a) les systèmes réactifs, hybrides, en temps réel et à sécurité critique; et b) l'appui logiciel aux systèmes d'infrastructure.

108. Au nombre des formations de troisième cycle proposées par l'UNU/IIST en 1995 figuraient un stage d'une durée de deux semaines sur l'élaboration de logiciels, organisé à Hanoi en février; deux stages d'une durée de deux semaines, l'un au printemps, l'autre à l'automne, sous forme de

conférences et de séminaires à l'Université de Macao; un stage d'une durée de deux semaines sur l'élaboration de logiciels et les techniques de conception de systèmes en temps réel reposant sur les calculs de durée, organisé en juin à Pinang (Malaisie); et un stage d'une durée de deux semaines sur l'élaboration de logiciels et les techniques de conception de systèmes en temps réel, organisé à Bangalore (Inde) en décembre.

109. Un séminaire d'une journée sur l'élaboration de logiciels à grande échelle et la conception de systèmes hybrides et réactifs en temps réel a été organisé à Zhuhai (Chine) en mars. Un autre séminaire d'une journée, consacré à la logique temporelle des systèmes réactifs et aux techniques d'élaboration des logiciels s'est tenu au mois d'août à Ulaan Baator.

110. Les projets de recherche de l'UNU/IIST ont porté sur les systèmes hybrides, généralement des systèmes de commande à ordinateurs intégrés qui s'appuient sur des calculs de durée. Ils se sont intéressés à la spécification et au développement de systèmes réactifs qui utilisent les calculs généraux de durée et ont étudié d'autres théories de systèmes réactifs comme la vérification compositionnelle et les calculs de précision. D'autres projets ont été consacrés au raisonnement et aux programmes géométriques, dans le but de définir un langage de spécification pour les calculs de géométrie constructive qui caractérisent les problèmes géométriques. Les projets visaient également à concevoir un algorithme pour traduire ces groupes de lignes synchrones en un ensemble de théorèmes devant être prouvés, à partir desquels des programmes pourraient être élaborés, et qui offriraient des applications intéressantes dans les domaines de la robotique, de la géodésique ou encore des relevés aériens.

111. Les projets conjoints de développement de l'UNU/IIST ont été essentiellement axés sur l'appui logiciel à l'infrastructure. Un de ces projets, consacré aux systèmes informatiques pour les chemins de fer, porte sur la définition globale d'une architecture logicielle normative qui permette la coexistence de logiciels différents, l'échange de données entre ces logiciels et des appels mutuels. Il prend la forme de travaux de recherche conjoints, de cours de formation et d'une mise au point de plusieurs logiciels. Ce projet a été suivi de très près en Europe et en Asie et l'UNU/IIST prévoit d'en diffuser les résultats dans différents pays en développement.

112. Un autre projet a porté sur les systèmes de gestion de la circulation routière et l'informatisation de la surveillance et du contrôle des routes à péage. Les systèmes téléphoniques numériques multiplexés constituent un autre projet avancé de développement et de formation de l'UNU/IIST. Ce projet porte sur le protocole de base de télécommunica-

tions d'un nouveau système numérique multiplexé de radiotéléphonie qui fait actuellement l'objet de recherches à l'Institut supérieur des sciences et de la technique des Philippines.

113. L'UNU/IIST a également lancé au cours de l'année un projet avancé de recherche-développement sur l'industrie et le trafic aériens, qui comprendra un volet consacré à la formation. L'une des phases du projet consiste à étudier des questions relatives au contrôle du trafic aérien, y compris l'espace aérien, les horaires des compagnies aériennes, le trafic aérien et les réservations de vols. Le projet étudiera également les activités des compagnies aériennes, particulièrement en ce qui concerne les systèmes d'information utilisés pour les différentes activités des compagnies, depuis la planification jusqu'à l'établissement de statistiques. Le but est d'aider les pays nouvellement industrialisés d'Asie de l'Est et du Sud.

114. Les systèmes de commande et de contrôle applicables aux bibliothèques font l'objet d'un autre projet de l'UNU/IIST qui comprend des travaux de recherche, des activités de développement, des cours de formation et la supervision de maîtrises en sciences. Le projet a pour but de donner une formation à des boursiers de recherche et des étudiants qui préparent une maîtrise en sciences à Macao sur des questions relatives à la technologie des logiciels, et d'offrir un cadre pour la recherche et le développement d'une architecture logicielle normative pour un système décentralisé de communications entre des bibliothèques, des éditeurs, des distributeurs et des emprunteurs et comprendra l'élaboration d'un système de démonstration qui servira à former les bibliothécaires et les usagers des bibliothèques.

115. Dans le cadre de son projet en cours sur les systèmes relatifs à l'industrie manufacturière, l'UNU/IIST s'est attaché à faire profiter les pays qui connaissent une industrialisation rapide, comme l'Indonésie, la Malaisie et les Philippines, des derniers progrès de la recherche en matière de technologie des logiciels. Le projet offre une formation à l'analyse du domaine d'application de l'industrie, à la définition de ses besoins en logiciels et à l'utilisation d'une architecture logicielle normative pour un système informatique qui non seulement réponde aux besoins de l'entreprise en matière d'information, de comptabilité et de communication interne, mais intègre plusieurs entreprises manufacturières et leur permette d'accéder à des services comme ceux offerts par les banques.

116. Un autre projet de l'UNU/IIST porte sur la définition d'une architecture logicielle normative pour l'information des citoyens et l'offre de services aux visiteurs, comme l'établissement des itinéraires et les réservations. Ce projet, auquel participent les étudiants qui font une maîtrise en

sciences à l'Université de Macao, aborde la question des systèmes multimédias de distribution et de partage de l'information. Il servira aussi, pour les responsables et les entités du secteur privé et du secteur public, d'exemple de projets pouvant être entrepris en collaboration avec l'UNU/IIST.

117. Le projet relatif aux infrastructures de diffusion d'informations géographiques et démographiques au niveau mondial vise à faire mieux comprendre les systèmes d'aide à la prise de décisions faisant intervenir des données géographiques et démographiques et à en faciliter l'accès pour les planificateurs appelés à les utiliser. Ce projet pourrait comprendre, par exemple, l'élaboration et la mise à l'essai de plans de construction (gestion des terres, de l'eau ou encore des déchets) faisant appel à des données géographiques et démographiques très diverses et à des modèles mathématiques permettant d'en assurer le traitement.

118. L'UNU/IIST a poursuivi la mise au point d'une interface utilisateur pour des systèmes multilingues adaptés à différentes langues qui ne s'écrivent pas horizontalement, de gauche à droite, comme les langues européennes. Deux projets actuellement en chantier visent, l'un à assurer la mise au point de systèmes d'aide à la gestion de l'information et à la prise de décisions à l'intention d'un ministère des finances et l'autre à élaborer des ordinogrammes pour les moyennes et les grandes universités.

119. L'UNU/IIST a également offert des services de consultants à plusieurs organisations et gouvernements au cours de l'année et a collaboré, notamment dans le cadre de la présentation de projets, avec des sociétés de développement de logiciels dans de nombreux pays.

Microprocesseurs et informatique

120. En 1995, les activités ont continué de porter sur le renforcement des capacités des universités et des centres de recherche des pays en développement dans le domaine de l'informatique et de la communication. Le Centre international de physique théorique (CIPT) de Trieste (Italie) assure la coordination d'un projet micro-informatique. Le Gouvernement italien a fourni un appui aux activités menées dans ce domaine.

121. Un atelier sur les réseaux informatiques a été organisé à l'Université de Pûna (Inde) en janvier; il portait essentiellement sur les moyens de créer des réseaux informatiques dans les pays en développement à partir de matériel bon marché et de s'adapter à la mauvaise qualité des lignes de télécommunication existantes. Un cours sur les techniques d'acquisition de données informatiques a été organisé en

février à La Paz (Bolivie), en collaboration avec le Centre international de physique de Bogota (Colombie).

122. Au début du mois d'août, un atelier régional sur le traitement en simultanéité et ses applications a eu lieu à Yaoundé (Cameroun). Neuf maîtres de conférence et chargés de cours venant du Cameroun, de France, du Gabon et de l'Inde ont abordé les aspects fondamentaux du parallélisme (architecture, programmation, environnements et algorithmes), ainsi que ses applications en mathématiques, en mécanique, en physique, en chimie et en météorologie. Une session spéciale a été consacrée à l'exposé des diverses activités de recherche entreprises par les participants.

123. À l'automne, un séminaire régional de trois semaines sur le contrôle informatisé en temps réel du matériel a été organisé à l'Université de Cape Coast (Ghana). Les 38 participants ont étudié les possibilités qu'offrent les systèmes en temps réel pour la conception et la mise en oeuvre d'instruments contrôlés par ordinateur. Ce séminaire était essentiellement destiné aux physiciens et aux ingénieurs qui travaillent sur de tels systèmes.

124. Un atelier sur la télématique organisé au CIPT de Trieste en octobre a traité des aspects fondamentaux des communications et des technologies informatiques ainsi que du rôle qu'elles joueront dans les réseaux de l'information à l'avenir. Au nombre des questions abordées figuraient les techniques de commutation, les aspects signalétiques, les réseaux et protocoles, les services multimégaoctets et multimédia, les réseaux satellites et les technologies de communication sans fil.

125. Un atelier d'une durée de trois mois sur les réseaux informatiques dans les pays en développement a commencé à Trieste (Italie) au mois d'octobre pour aider les scientifiques de plusieurs universités de ces pays à créer des réseaux informatiques dans leurs pays d'origine et à les connecter aux réseaux universitaires mondiaux.

126. La préparation de trois projets de recherche et développement a commencé dans le courant de l'année. Ces projets porteront sur : a) les systèmes de contrôleurs universels à logique floue sur microprocesseurs; b) un détecteur à diode de silicium PIN pour les mammographies; et c) un commutateur gigaoctet DaAS pour téra-ordinateurs parallèles.

127. Le projet de recherche et de formation avancée en informatique, exécuté à l'Université de Yaoundé avec la collaboration de l'Institut national de recherche en informatique et en automatique, vise à renforcer la capacité du Département des sciences informatiques de l'Université en tant que centre régional d'excellence en micro-informatique ainsi qu'à promouvoir la coopération régionale dans ce domaine. Chaque année, 8 à 10 maîtres de conférence en

France et dans d'autres pays africains sont invités à donner des cours de deux semaines à Yaoundé. En 1995, ces cours ont porté notamment sur la visionique, l'informatisation des entreprises, les normes de programmation parallèle, les systèmes d'opération en parallèle et les réseaux neutres. Par ailleurs, un cours d'une durée de deux semaines sur l'architecture des ordinateurs a été organisé à l'Université de Ouagadougou en juin et un autre cours organisé en septembre à l'Université de Cotonou (Bénin) a porté sur le calcul scientifique.

128. L'Institut africain d'informatique de Libreville a accueilli en avril une réunion du Groupe régional africain de recherche sur les systèmes d'aide à la prise de décisions qui faisait suite à une décision de la deuxième Conférence africaine sur la recherche en informatique tenue à Ouagadougou en octobre 1994 concernant le lancement d'un projet régional sur les systèmes d'aide à la prise de décisions. La réunion de Libreville a abouti à la création d'un réseau de centres de recherche et à l'élaboration d'un document détaillé sur la mobilisation de fonds pour le projet.

E. Dynamique de la population et bien-être de l'humanité

129. Un accroissement démographique incontrôlé est à l'origine de toutes les grandes préoccupations de notre époque, à savoir la famine, la guerre et la destruction de l'environnement. L'explosion démographique menace de réduire à néant les efforts déployés pour créer une société juste, harmonieuse et saine, rendant les villes ingérables, la production insuffisante, la Terre invivable. Les conséquences en sont particulièrement graves pour des millions d'enfants innocents.

130. La démographie est peut-être la plus sensible des forces qui s'exercent sur la société et, en tant que telle, la question suscite beaucoup de passions et d'émotions et doit donc être abordée de manière scientifique et raisonnée. Les travaux multidisciplinaires de l'ONU sur les corrélations entre la démographie, la faim et les problèmes d'environnement relèvent de trois programmes :

a) *Population, urbanisation et développement*. Ce programme porte sur les incidences de l'accroissement de la population, de la pyramide des âges, de l'urbanisation et des migrations internationales, ainsi que sur leurs effets socioéconomiques sur le chômage et la pauvreté, en particulier dans les pays en développement;

b) *Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement (PLEC)*. Ce programme

étudie les conséquences pour l'aménagement du territoire, et, partant, pour l'environnement, de l'accroissement de la population, aux niveaux mondial, régional et local;

c) *Alimentation et nutrition pour le développement social et humain*. La persistance de la famine pose un problème moral extrêmement grave. Ce programme répond à l'engagement pris de longue date par l'ONU d'analyser les grands problèmes de nutrition dans les pays en développement et d'améliorer les capacités de ces derniers de remédier aux problèmes qu'ils connaissent en matière d'alimentation, de nutrition et de santé.

Population, urbanisation et développement

131. En 1995, les activités de ce programme ont été axées sur le projet «Mégalopoles et développement urbain». On estime que les zones urbaines des pays en développement absorberont la quasi-totalité du surcroît de population au cours des trois prochaines décennies. Le projet portait sur le dynamisme des changements démographiques, les causes et les conséquences du développement économique et des transformations sociales ainsi que sur les mesures d'aménagement à prendre pour renforcer la qualité de la vie, les conditions de vie et l'environnement des mégapoles.

132. Au titre du programme, une conférence consacrée aux villes du monde et à l'avenir des zones urbaines a été organisée en août au Centre de l'ONU, à Tokyo, en coopération avec l'Institut national pour la recherche en vue de préparer la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II). Des participants de 14 pays y ont examiné des études de cas portant sur l'Asie et le Pacifique, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Europe et l'Amérique du Nord. Soulignant l'incidence de la mondialisation sur la croissance des villes, ils ont établi une série de recommandations sur les villes du monde et le développement urbain qui seront soumises au secrétariat d'Habitat II. À partir de diverses communications présentées à cette conférence, l'ONU publiera un livre sur les villes du monde et l'avenir des zones urbaines.

133. Toujours en vue de préparer Habitat II, l'ONU/WIDER a organisé, à Helsinki au mois d'août en coopération avec le Ministère finlandais de l'environnement, une conférence sur l'avenir des établissements humains dans un monde en pleine évolution politique et économique.

134. En 1996, les Presses de l'ONU devraient publier trois volumes consacrés aux problèmes urbains : *Emerging World Cities in Pacific Asia*; *Mega-cities in Latin America* et *The Challenge of Urban Growth in Africa*.

Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement

135. Le programme PLEC porte sur les ressources en terres et la diversité biologique d'agroécosystèmes aménagés par de petits exploitants dans des régions tropicales et subtropicales d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes. Il analyse des questions telles que les moyens de maintenir la production sous la pression de la croissance démographique, des migrations, de la pénétration des marchés, de la transformation des systèmes agraires et agricoles. Il tient pleinement compte des systèmes et procédés agricoles traditionnels qui se sont développés avec le temps dans les régions concernées. Le programme est axé sur l'élaboration d'une méthode de recherche participative et sur le renforcement des capacités. Son but est de rechercher des solutions qui permettent de préserver la biodiversité dans des zones de petites exploitations agricoles.

136. Ce programme, qui constitue une initiative internationale de collaboration dans le domaine de la recherche, s'appuie sur un réseau comparatif de recherches en grappes sur le terrain; cinq grappes sont désormais opérationnelles en Afrique de l'Ouest, en Afrique de l'Est, en Asie du Sud-Est, en Papouasie-Nouvelle-Guinée et en Amazonie, et une sixième est sur le point d'être établie dans les Caraïbes. Au niveau de l'interprogrammation, les grappes africaines entretiennent des rapports étroits avec l'UNU/INRA. En outre, une collaboration étroite existe entre ce programme et le projet de l'UNU relatif à l'écologie des régions montagneuses et au développement durable.

137. Ce programme a bénéficié du financement du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) et du Fonds pour l'environnement mondial (FEM), qui reçoit des ressources du PNUE pour des projets de développement. Une activité importante menée en 1995 a été l'élaboration d'une proposition détaillée de financement à l'intention du FEM.

138. Par le biais de ce programme, l'UNU a joué un rôle décisif dans le colloque international sur les régions continentales montagneuses en transition d'Asie du Sud-Est qui s'est tenu en novembre à l'Université de Chiang Mai (Thaïlande). Ce colloque était organisé en collaboration avec diverses institutions nationales : Académie chinoise des sciences sociales/Kunming, Institut d'économie rurale de l'Académie des sciences sociales du Yunnan, groupe de travail sur l'aménagement des hautes terres au Viet Nam, Institut thaïlandais de recherche pour le développement, CARE International (Thaïlande) et des institutions internationales telles que la Fondation Ford, le Centre Orient-Occident, le World Resources Institute, l'Institut international pour l'environnement et le développement, le Réseau d'agro-écosystèmes des universités d'Asie du Sud-Est, le

Centre pour la recherche forestière internationale et le Centre international pour la recherche en agroforesterie.

139. Il a été rendu compte des résultats de la première phase du projet dans un numéro spécial de la revue *Global Environmental Change: Human and Policy Dimensions* (septembre 1995) publié par Butterworth-Heinemann, en coopération avec l'UNU.

140. Dans le cadre du projet sur les zones critiques d'un environnement mondial en évolution, trois livres⁸ ont été publiés par les Presses de l'UNU en 1995. D'autres études de cas sont réalisées avec la Commission des régions et situations écologiques critiques de l'Union géographique internationale. Toujours en 1995, les Presses de l'UNU ont publié sur ce sujet un livre⁹ qui s'inspire des résultats d'un projet antérieur.

Alimentation et nutrition pour le développement social et humain

141. La réalisation de ce programme s'est poursuivie par le biais de six projets mondiaux exécutés avec la participation active d'autres organismes du système des Nations Unies. Le programme a également attiré des ressources extrabudgétaires d'un montant supérieur à 900 000 dollars des États-Unis. Le Bureau de coordination de Boston, dans le Massachusetts (États-Unis), a continué d'en diriger les travaux, mais le nouveau Centre de coordination de la recherche et de la formation du campus de Cornell University, à Ithaca (États-Unis), devrait progressivement prendre la relève. Des efforts ont été réalisés pendant l'année en vue de mobiliser des fonds pour ce centre.

142. En 1995, l'utilisation des procédures d'examen rapide faisant appel à des techniques anthropologiques qualitatives pour concevoir, évaluer et améliorer des programmes a continué de se généraliser. Comme en témoigne en particulier la demande croissante dont fait l'objet le manuel des procédures d'examen rapide, qui en est à sa cinquième édition. Ce manuel est actuellement revu et mis à jour pour y inclure une composante formation. Deux publications spécialisées sur la question sont largement diffusées : «Guidelines for the Rapid Assessment of Social, Economic and Cultural Aspects of Malaria» et «Rapid Assessment Procedures: Ethnographic Method to Investigate Women's Health».

143. La dernière main est actuellement mise à un ensemble de directives sur l'application des procédures d'examen rapide à l'étude des comportements liés au sida. Un certain nombre de publications antérieures sur les procédures d'examen rapide ont dû être rééditées ou ont été traduites dans d'autres langues. Un atelier de formation à ces procédu-

res a été organisé au mois de septembre à Dakar, avec l'appui du Ministère français de la coopération et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). Les procédures d'examen rapide sont désormais enseignées à l'Institut de nutrition de l'Université de Mahidol (Thaïlande). Il a été proposé de tenir en 1996 un nouveau type d'atelier («RAP-Plus») à l'intention des décideurs, des planificateurs et des coordonnateurs de la recherche pour les familiariser avec les techniques d'étude quantitative et qualitative et leur utilisation intégrée.

144. L'ONU a poursuivi en 1995 ses travaux visant à identifier et à promouvoir des mesures de lutte contre les carences en fer, la plus répandue et la plus négligée des carences en oligo-éléments. Les premiers résultats d'une étude menée dans plusieurs centres et coordonnée par l'ONU sur la faisabilité et l'efficacité d'un apport complémentaire hebdomadaire plutôt que quotidien sont encourageants. Les travaux menés en Chine, aux États-Unis, au Guatemala et en Malaisie montrent qu'un apport hebdomadaire permet tout aussi bien de relever les taux d'hémoglobine, quasiment sans effets secondaires. Ces études se poursuivent au Guatemala, en Indonésie et au Mali. Au Canada, l'Initiative micronutriments a décidé de financer en février 1996 à Bangkok une réunion de chercheurs qui entreprendra une méta-analyse des données.

145. Avec l'appui de l'UNICEF, l'ONU a étudié la prévalence de l'anémie ferriprive au Kazakhstan et en Ouzbékistan, en collaboration avec l'Institut de nutrition d'Almaty. L'étude a porté plus particulièrement sur la forte prévalence de l'anémie ferriprive parmi les femmes enceintes, les femmes en âge de procréer et les enfants dans ces deux pays. À partir des résultats de cette étude, des projets d'apport complémentaires en fer et d'enrichissement des produits alimentaires seront mis en oeuvre en 1996.

146. L'ONU a continué à participer aux réunions du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination (CAC) de l'ONU. Immédiatement avant la réunion annuelle de ce sous-comité, au mois de juin, la Commission internationale pour la prévention de l'anémie ferriprive a tenu une réunion à laquelle ont participé tous les organismes internationaux et bilatéraux qui s'occupent de nutrition ainsi que diverses organisations non gouvernementales. Chaque organisme a rendu compte de ses activités dans le domaine de la prévention de l'anémie ferriprive, mais la réunion a consacré l'essentiel de ses travaux à la présentation et à la discussion des essais d'administration hebdomadaire de fer organisés par l'ONU dans différents centres.

147. Dans le cadre d'un partenariat avec l'Union internationale des sciences de la nutrition, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et la FAO, l'ONU a continué à appuyer

le Groupe consultatif international sur l'énergie alimentaire. À la réunion annuelle du Sous-Comité de la nutrition du CAC, en juin, le rapport et les publications du Groupe ont été particulièrement remarqués. La préparation des comptes rendus de l'atelier sur les besoins en énergie protéique qui s'était tenu à Londres en décembre 1994 a été l'une des principales activités menées dans ce domaine. Ces comptes rendus ont depuis été publiés dans un supplément du *European Journal of Clinical Nutrition* et la Fondation Nestlé en fera une deuxième édition. Le rapport fera état de conclusions importantes qui se sont dégagées de la réunion de Londres, à savoir par exemple que les connaissances des besoins de l'homme en acides aminés souffrent d'une grave lacune en ce qui concerne la lysine, qui semble être l'acide aminé limitatif du régime alimentaire essentiellement à base de céréales de la plupart des pays en développement. Il s'agit là d'une information capitale pour décider s'il y a lieu d'enrichir les céréales en lysine. Ce projet comporte également une série d'essais sur le terrain consacrés à deux respiromètres assez faciles à porter et relativement bon marché pour mesurer la dépense énergétique de l'activité humaine.

148. La FAO s'est associée à l'ONU en vue d'améliorer, sur le plan tant quantitatif que qualitatif, les données sur la composition des aliments dans le monde entier. Le rôle de l'ONU reste de créer et de raccorder des bases de données régionales. Pour donner suite à la réunion d'organisation d'AFROFOODS convoquée par la FAO et l'ONU à Accra en septembre 1994, une réunion des pays africains francophones a été organisée à Dakar en février 1995. L'Institut de la nutrition et des techniques alimentaires de l'Université du Chili à Santiago est chargé du projet LATINFOODS en Amérique du Sud. Une donation du Centre canadien pour le développement international a permis d'acquérir un ordinateur de haute capacité et l'ONU a accordé des bourses de formation pour la gestion de bases de données sur la composition des aliments à l'Université d'agronomie de Wageningen (Pays-Bas) et pour la programmation de base de données à Palmerston North (Nouvelle-Zélande).

149. Une réunion d'organisation du projet NORAMFOODS, qui porte sur une base de données régionale pour le Canada, les États-Unis et le Mexique, a eu lieu au Ministère de l'agriculture des États-Unis (USDA) à Beltsville (États-Unis). À l'issue de la réunion, le Ministère de l'agriculture a accepté de se charger de la base de données régionale NORAMFOODS. Un autre fait qui mérite d'être signalé est la participation de l'International Food Distributors Association (IFDA), dépositaire des données sur la composition des aliments transformés commercialisés au niveau international. Aussi bien l'USDA que l'IFDA ont

accepté d'utiliser la terminologie du Réseau international des systèmes de données alimentaires (INFOODS), ce qui permettra d'échanger gratuitement des données avec d'autres bases de données régionales et nationales du système INFOODS.

150. Deux réunions de groupe de travail ont été organisées à Beltsville sous les auspices de l'UNU, de la FAO et de l'Union internationale des sciences de la nutrition (UISN). L'une a créé des labels de qualité pour les données sur la composition des aliments qui seront intégrés dans le système INFOODS, et l'autre a formulé des recommandations pour une réunion du Comité de l'UISN relatif à la terminologie et à la nomenclature des bases de données sur la composition des aliments qui sera parrainée par l'UNU.

151. Une réunion d'organisation du projet INFOODS pour l'Asie moyenne (MASIAFOODS) à laquelle ont participé la Chine, la République de Corée et la République populaire démocratique de Corée s'est tenue à Beijing immédiatement après le septième Congrès asiatique de la nutrition, en octobre. Une réunion INFOODS analogue pour les États du Golfe s'est tenue en novembre à Doubaï en vue de mettre en place le projet GULFOODS. L'Arabie saoudite, Bahreïn, les Émirats arabes unis, le Koweït, Oman et le Qatar y ont participé.

152. Le projet de répertoire international des rations alimentaires a continué d'apporter une contribution importante à des études épidémiologiques et de synthétiser les données sur l'absorption d'aliments pour les 40 dernières années dans le plus grand nombre possible de pays en développement. Certaines des synthèses pour l'Amérique latine et les Caraïbes et pour l'Asie ont déjà été imprimées. En 1995, 14 pays africains ont envoyé de nouvelles données. Des données sont attendues d'autres pays en développement.

153. La revue trimestrielle de l'UNU *Food and Nutrition Bulletin*, qui existe depuis 16 ans, est l'une des rares publications qui parvienne aux agents de la nutrition et aux agents sanitaires des pays en développement. L'UNU continue également à publier, en collaboration avec Academic press, la revue trimestrielle *Journal of Food Composition and Analysis*.

Chapitre III

Développement des capacités : enseignement postuniversitaire

154. Essentiellement destiné à de jeunes chercheurs et scientifiques des pays en développement, le programme de bourses et de formation de l'UNU vise à les aider à com-

prendre des problèmes complexes dans une perspective mondiale et à développer leurs capacités d'analyse. La formation qu'il offre aide aussi à renforcer les capacités d'organismes de pays en développement qui font partie des réseaux mondiaux de l'Université. Il est conforme à la directive de la Charte de l'UNU prescrivant d'atténuer l'isolement intellectuel dont souffrent parfois les chercheurs dans les pays en développement.

155. Depuis le début de son programme de formation, il y a 20 ans, l'UNU a formé quelque 1 400 boursiers. Il convient de rappeler, pour expliquer la faiblesse apparente de ce chiffre, que les bourses de l'UNU sont octroyées à des formateurs. Bon nombre d'anciens boursiers de l'Université exercent désormais des fonctions qui leur permettent d'influer sur les politiques de leur propre pays en matière de développement et d'enseignement. C'est dire que la formation dispensée par l'UNU a un large rayonnement sur la communauté intellectuelle internationale. Au cours de l'année 1995, 80 boursiers de l'UNU ont achevé une formation et 82 autres en ont commencé une.

156. Parmi les 80 boursiers qui ont achevé leur formation, 16, originaires des pays suivants : Chine, Égypte, El Salvador, Indonésie, Jordanie, Kenya, Népal, Ouganda, Philippines et Roumanie, ont reçu une formation relative à l'énergie géothermique; 7, originaires d'Amérique latine et des Caraïbes, ont reçu une formation à la télédétection à l'Institut de Pesquisas Espaciais, au Brésil; 7, originaires d'Afrique et d'Asie, ont suivi le programme consacré aux systèmes d'énergie renouvelable à l'Indian Institute of Technology, à New Delhi; 5, originaires d'Asie, ont suivi un programme de formation à l'utilisation de l'énergie solaire à l'Université Anna de Madras (Inde); et 3, originaires de Fidji, des Îles Salomon et de Mongolie, ont reçu une formation à l'atténuation des effets des séismes et des cyclones au Centre asiatique de planification préalable des catastrophes de l'Institut asiatique de technologie, en Thaïlande.

157. Parmi les boursiers de l'Université qui suivent actuellement une formation, 4 (1 Argentin, 2 Cubains et 1 Uruguayen) suivent actuellement des cours de maîtrise en politique scientifique et technique à l'Universidad estadual de Campinas, au Brésil; 12 reçoivent une formation en biotechnologie dans plusieurs établissements d'Amérique latine; et 15, originaires de Chine, d'Inde, d'Indonésie, de Mongolie, des Philippines et du Viet Nam, s'initient aux techniques de programmation informatique au Centre de l'UNU à Macao.

158. Bénéficient également du programme de bourses de l'UNU : un boursier nigérien qui étudie la micro-informatique à l'Université de Yaoundé; un boursier chinois qui étudie l'écologie et le développement durable des régions

montagneuses à l'Université Davis, en Californie; deux boursiers, l'un éthiopien et l'autre nigérian, qui étudient les technologies de l'alimentation au Central Food Technological Research Institute, en Inde; un boursier vénézuélien qui étudie l'alimentation et la nutrition à l'Instituto de nutrición de Centro-América y Panamá, au Guatemala; deux boursiers africains qui suivent des cours de maîtrise en nutrition appliquée à l'Université de Nairobi; un boursier zimbabwéen qui reçoit une formation à l'Institute for Crop and Food Research, en Nouvelle-Zélande; et cinq boursiers, originaires de Chine, d'Inde et du Viet Nam, qui reçoivent une formation à l'Institut national japonais de recherche alimentaire, à Tsukuba (Japon).

159. En sus de la formation qu'elle offre dans le cadre de son programme ordinaire de bourses, l'ONU a organisé des cours de formation d'une durée d'une à six semaines. C'est ainsi, par exemple, qu'elle a organisé au Japon un séminaire mondial d'une durée d'une semaine consacré aux efforts de paix déployés par l'ONU au cours de ses 50 premières années d'existence, en Suisse un cours de six semaines sur la réduction des risques de catastrophe naturelle, et enfin en Argentine, au Guatemala, au Mexique et au Venezuela, cinq ateliers de formation de deux semaines portant sur certains domaines de la biotechnologie.

160. L'Université a également organisé huit cours d'études postuniversitaires en science informatique d'une durée de deux semaines à l'Université de Yaoundé, un stage de formation sur les réseaux informatiques en Inde, un cours sur les techniques d'acquisition de données informatisées en Bolivie et des stages de formation au droit international de l'environnement en Espagne et au siège de l'ONU à Tokyo. Au total, plus de 500 personnes ont participé aux cours de formation de l'ONU durant l'année écoulée.

161. Les activités de formation de l'ONU ont été couronnées par la cérémonie de distribution des prix du programme UNU/Kirin, organisée au siège de l'Université en avril. Chacun des boursiers a présenté succinctement les résultats de ses recherches et a reçu un certificat de l'ONU de fin de formation. Le programme de bourses Kirin a ceci de particulier qu'il aide ses anciens participants à poursuivre leurs recherches. Le deuxième groupe de boursiers de l'ONU qui ont achevé leurs recherches en avril recevront le même type d'appui grâce à des accords contractuels entre l'ONU et l'établissement dont ils relèvent.

162. L'ONU a nettement élargi ses activités de formation grâce à la création, à Amman, de son Académie internationale des dirigeants. Cette initiative, qui est appuyée par le Gouvernement jordanien, vise à donner à de futurs dirigeants potentiels une formation aux questions d'intérêt mondial. Les préparatifs ont commencé et l'Université a déjà pris des

dispositions juridiques en vue d'ouvrir les bureaux de la nouvelle Académie sur le campus de l'Université de Jordanie

163. L'ONU/IAS, qui vient de s'installer près du siège de cette dernière, a mis en chantier en 1995 un ensemble d'activités de formation postuniversitaire. C'est ainsi qu'il a organisé un cours de formation à la planification du développement durable dans la région de l'Asie et du Pacifique, en collaboration avec l'Institut asiatique de technologie de Bangkok, ainsi qu'un stage de formation du niveau du doctorat – qui se déroule actuellement – et prévoit d'organiser, en collaboration avec l'Université Keio du Japon et l'Institut indien Tata de recherche sur l'énergie, diverses activités de valorisation des ressources humaines de haut niveau en matière de restructuration de l'environnement. Il prévoit aussi d'organiser, au début de 1996, un cours de formation aux rayonnements synchrotron d'une durée de deux semaines au Laboratoire national japonais de physique des hautes énergies.

164. Comme suite à des pourparlers avec le Gouvernement islandais, l'ONU étudie actuellement la possibilité de dispenser un programme de formation aux pêcheries qui serait financé par ce gouvernement. Dans l'hypothèse où ce projet serait réalisable, l'ONU créerait un centre de formation aux pêcheries avec l'appui du Gouvernement islandais et un premier groupe de boursiers de l'Université pourrait commencer à recevoir la formation dans ce domaine dès avril 1997.

Tableau 1
**Bourses de l'Université des Nations Unies
par programme pour 1995**

Systèmes mondiaux durables de maintien de la vie	
Énergie géothermique	16
Ressources naturelles et environnement	23
Progrès scientifiques et techniques	
UNU/IIST, y compris les stages du niveau du doctorat	15
UNU/BIOLAC	12
Micro-informatique	1
Autres domaines	4
Dynamique des populations et bien-être humain	
Alimentation et nutrition	11
Total	82

165. À l'Institut de l'ONU pour les technologies nouvelles (UNU/INTECH), aux Pays-Bas, le stage du niveau du doctorat s'est poursuivi et un groupe de nouveaux stagiaires

est arrivé. Le nombre de ces derniers a dû être réduit car un programme du niveau du doctorat INTECH/Institut de recherche économique de Maastricht (Université du Limbourg), en cours d'élaboration, doit être organisé parallèlement au stage. Une nouvelle initiative, menée en collaboration avec la Commission des communautés européennes, a permis à l'INTECH d'accueillir trois jeunes chercheurs titulaires de bourses de doctorat pour une période de six mois entre la mi-1995 et la fin 1996.

166. Les discussions INTECH/Institut de recherche économique de Maastricht relatives à l'organisation d'un programme de doctorat sur le thème «Les changements technologiques et l'économie», se sont poursuivies en 1995. Les programmes d'étude, qui avaient été examinés par le Conseil d'administration de l'INTECH en 1994, ont été établis. Les négociations sur les aspects administratifs et financiers du programme ont été menées à leur terme et 15 étudiants ont été sélectionnés pour le premier cours. Trois des candidats originaires de pays en développement ont dû se désister pour des raisons financières et institutionnelles, mais les cours ont commencé. Les examens qui ont eu lieu en décembre devaient permettre de sélectionner les candidats qui seront autorisés à suivre les cours du niveau d'étude suivant (dissertation).

167. Les activités de formation dispensées par l'UNU/IIST ont permis de former 12 boursiers (4 boursiers chinois, 1 boursier indien, 1 boursier mongol, 3 boursiers philippins et 3 boursiers vietnamiens) pendant une durée comprise entre 9 et 12 mois. Ces boursiers, qui avaient été détachés par des établissements associés dans des pays en développement, ont reçu une formation de haut niveau aux méthodes de programmation informatique et aux techniques de recherche dans ce domaine, en contrepartie de laquelle ils ont dû contribuer aux projets de recherche et de développement en cours de l'Institut.

168. Les cours postuniversitaires et postdoctoraux de l'IIST visent à faire mieux connaître les techniques de programmation informatique les plus avancées et à assurer une formation complète à ces techniques dans le domaine d'intérêt privilégié de l'Institut, à savoir les logiciels destinés aux systèmes d'infrastructure et aux systèmes réactifs et hybrides. En outre, l'IIST organise, dans des établissements off-shore, des cours pouvant regrouper un plus grand nombre de participants. Les sept cours de ce type qu'il a organisés en 1995 – dont ceux destinés aux étudiants de l'Université de Macao – ont réuni plus de 125 participants. L'Institut supervise également les travaux d'étudiants du niveau de la maîtrise et du doctorat et a accueilli plusieurs boursiers chinois en qualité de stagiaires du niveau du doctorat. De plus en plus, les membres du personnel universitaire de

l'Institut occupent des postes de chargés de cours, d'assistants ou de professeurs honoraires dans les départements universitaires ou les établissements de recherche dont relèvent les boursiers.

Bourses et formation de l'UNU

169. Quatre-vingt-deux bourses de l'UNU ont été accordées en 1995, ce qui porte à 1 400 le nombre total des boursiers formés par l'Université depuis 1976. Les boursiers de l'UNU étaient originaires des pays suivants : Argentine, Bangladesh, Bolivie, Cameroun, Chili, Chine, Colombie, Costa Rica, Cuba, El Salvador, Égypte, Éthiopie, Fidji, Îles Salomon, Inde, Indonésie, Jordanie, Kenya, Madagascar, Mongolie, Myanmar, Népal, Niger, Nigéria, Ouganda, Pérou, Philippines, Roumanie, République-Unie de Tanzanie, Uruguay, Venezuela, Viet Nam et Zambie. Soixante-treize pour cent d'entre eux ont reçu leur formation dans des établissements de pays en développement et 27 % dans des établissements de pays développés. Les principaux domaines dans lesquels l'UNU a assuré une formation ont été les suivants : nutrition appliquée, biotechnologie, atténuation des conséquences des séismes et des cyclones, composition alimentaire, science et technologie de l'alimentation, énergie géothermique, micro-informatique, télédétection, systèmes d'énergie renouvelable, politique scientifique et technique et techniques de programmation informatique. Quelque 500 personnes ont assisté aux cours de formation de l'UNU en 1995.

Chapitre IV

Diffusion des résultats de la recherche

170. Il est indispensable que les résultats des travaux effectués par les organes des Nations Unies soient diffusés pour que les gouvernements des États Membres, les établissements universitaires et le grand public aient connaissance des efforts que les organismes du système des Nations Unies déploient en vue d'améliorer la condition humaine. Ceci s'applique tout particulièrement aux travaux de l'UNU qui, contrairement à ceux d'autres organes des Nations Unies, ne sont pas axés sur un «thème» particulier tel que la santé, le travail, l'alimentation et l'agriculture, ou encore le commerce, mais couvrent plusieurs domaines. Or, il est particulièrement difficile de diffuser les résultats de travaux de recherche dont les liens avec les problèmes de fond ne sont pas toujours immédiatement apparents. Néanmoins, la recherche joue un rôle essentiel car elle aide à mieux comprendre des problèmes complexes, tels que le rétablis-

ment de la paix et la résolution des conflits, ou le développement écologiquement viable, et c'est en appréhendant mieux ces problèmes que l'on peut élaborer et sélectionner des approches appropriées pour les résoudre. Il est également important de communiquer les résultats des travaux de recherche aux chercheurs et aux spécialistes qui étudient des problèmes analogues car cela permet de corroborer les conclusions, de susciter des observations critiques et de dégager de nouvelles orientations de recherche éventuelles.

171. En 1995, l'ONU a continué de diffuser les résultats de ses recherches, essentiellement par la publication de livres, de comptes rendus, de rapports, de communications, d'articles et de revues, grâce à des activités orientées vers le public telles que réunions, interviews et communiqués de presse, et par la publication de bulletins d'information et de rapports, ainsi que grâce à l'organisation de réunions à l'intention d'universitaires.

172. Les activités de publication ont été exécutées par le Service des publications de l'Université, en collaboration avec d'autres maisons d'édition universitaires dans différents pays. Les ouvrages publiés au cours de l'année ont porté sur de nombreux thèmes, tels que le développement durable, le système des Nations Unies, l'approvisionnement en eau, l'économie du développement, le développement urbain, le développement politique et administratif, le développement social (la drogue et la violence), la parité entre les sexes et l'environnement (on notera la parution d'une nouvelle série de publications sur les régions sensibles sur le plan de l'environnement). On mentionnera tout particulièrement les publications suivantes : *The United Nations System: The Policies of Member States*, sous la direction de Chadwick F. Alger, Gene M. Lyons et John E. Trent; *State, Society and the UN System: Changing Perspectives on Multilateralism*, sous la direction de Keith Krauss et W. Andy Knight; *Hydropolitics along the Jordan River: Scarce Water and Its Impact on the Arab-Israeli Conflict*, d'Aaron Wolf; *Managing Water for Peace in the Middle East: Alternative Strategies*, de Masahiro Murakami; *Steering Business towards Sustainability*, sous la direction de Fritjof Capra et Ganter Pauli; *Amazonia: Resiliency and Dynamism of the Land and its People*, de Nigel J. H. Smith, Emanuel Adilson S. Serrão, Paulo T. Alvim et Italo C. Falesi; *Regions at Risk: Comparisons of Threatened Environments*, sous la direction de Jean X. Kasperson, Roger E. Kasperson et B. L. Turner II; *In Place of the Forest: Environmental and Socio-economic Transformation in Borneo and the Eastern Malay Peninsula*, de Harold Brookfield, Lesley Potter et Yvonne Byron; *Global Employment: An International Investigation into the Future of Work* (deux volumes), sous la direction de Mihály Simai, Valen-

tine M. Moghadam et Arvo Kuddo; et *Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment in the Third World*, sous la direction de Swasti Mitter et Sheila Rowbotham. On pourra juger de l'impact des travaux effectués au cours de l'année dans les descriptions qui en sont faites, en particulier dans les critiques parues sur certains ouvrages.

173. En 1995, les ouvrages publiés par les Presses de l'ONU ont fait l'objet d'articles dans plus de 40 revues dans le monde. On retiendra notamment les commentaires publiés en août 1995 dans *Water Resources Development* au sujet de *Hydropolitics along the Jordan River*, où cet ouvrage était vivement recommandé à ceux qui s'intéressent aux questions de l'approvisionnement en eau dans le Moyen-Orient et désigné comme une excellente monographie sur les bassins versants internationaux ... l'exemple même d'un travail de recherche approfondi et rigoureux. Selon un article paru dans *Environment* (vol. 37, No 7) en septembre 1995, *Managing Water for Peace in the Middle East* est «... un ouvrage technique précieux pour mieux comprendre les risques de conflit liés à l'approvisionnement en eau et les efforts faits pour améliorer la situation dans le Moyen-Orient et dans d'autres régions arides de la planète». Selon une critique de *State, Society and the UN System* parue pendant l'été 1995 dans *International Journal*, il s'agit d'un ouvrage qui sort des sentiers battus, car il analyse les politiques de petits États auxquels peu d'études ont été consacrées.

174. L'ONU continue à être sollicitée par un nombre croissant d'organismes qui souhaitent utiliser des extraits de ses ouvrages, la plupart étant des universités des États-Unis qui souhaitent reproduire des textes dans leurs publications ou en photocopier pour les utiliser pour leurs cours. Elle reçoit également des demandes des organismes suivants : Université de Californie à Los Angeles, Université de Stanford, Université de Boston, faculté de droit de Harvard, Université Simon Fraser, Université de Cornell, Université de Calgary, Université de Tokyo, Centre Orient-Occident, Université nationale australienne, Université féminine de Sagami, Organisation internationale du Travail (OIT) et Programme mondial contre la faim.

175. À l'occasion de son dixième anniversaire, l'Institut mondial de recherche de l'ONU sur les aspects économiques du développement (ONU/WIDER) a lancé au cours de l'année une revue intitulée *World Development Studies*, dont il a déjà publié cinq numéros, à savoir : *Small Islands' Big Issues: Crucial Issues in the Sustainable Development of Small Developing Islands*, qui est une compilation de documents présentés à la Conférence mondiale sur le développement durable des petits États insulaires en développement en 1994; *Emerging Labour Markets: Labour Market Developments and Transitional Unemployment in*

Central and Eastern European Countries, d'Arvo Kuddo, ancien ministre de l'emploi et des affaires sociales en Estonie et actuellement chargé de recherche à l'UNU/WIDER; *Food security in Africa: Concepts, Measurement, Policy and Reality*, de Siddig A. Salih, chargé de recherche principal à l'UNU/WIDER; *Economic Reforms, Women's Employment and Social Policies: Case Studies of China, Viet Nam, Egypt and Cuba*, sous la direction de Valentine M. Moghadam, chargé de recherche principal à l'UNU/WIDER; et *The Limits of the Global Village: Globalization, Nations and the State*, de Hernando Gómez Buendía, titulaire de la chaire d'économie du développement de Sasakawa à l'UNU/WIDER.

176. L'Institut de l'UNU pour les technologies nouvelles (UNU/INTECH) a publié différents ouvrages au cours de l'année, notamment *The Spread of Japanese Management Techniques to Developing Countries*, de Raphael Kaplinsky et Anne Posthuma (coédité par Frank Cass et les Presses de l'UNU en janvier 1995); *The Politics of Technology Policy in Latin America*, de Maria-Inés Bastos et Charles Cooper (Routledge/Presses de l'UNU, 1995); *Exporting Africa: Transformation, Trade and Industrialization in Sub-Saharan Africa*, de Samuel Wangwe (Routledge/Presses de l'UNU, 1995); *Women Encounter Technology* (op. cit.), et *The Pursuit of Science and Technology in Sub-Saharan Africa under Structural Adjustment*, de John Enos (Routledge/Presses de l'UNU, 1995). L'UNU/INTECH a également fait paraître de nombreux documents de travail et d'analyse et des articles de chercheurs de l'Institut ont été publiés dans de nombreuses revues et ouvrages au cours de l'année.

177. L'Institut international de l'UNU pour la technologie des logiciels (UNU/IIST) a publié divers documents et articles. Il offre également des stages de formation en informatique à ses chargés de recherche, effectués des travaux de recherche, exécute des projets de développement spécialisés et organise des cours de formation postuniversitaire et postdoctorale délocalisés. En 1995, les chercheurs de l'Institut et les collaborateurs qu'il parraine ont fait de nombreuses communications à Macao et dans le monde entier.

178. L'édition des actes de la conférence que le programme PLEC de l'UNU, l'UNU/INRA et l'Université du Ghana ont organisée à Accra en 1992 a été achevée en 1995. Ces actes devraient être publiés début 1996 sous la direction de George Benneh, William B. Morgan et Juha I. Uitto. sous le titre *Sustaining the Future: Economic, Social and Environmental Change in Sub-Saharan Africa*.

179. Poursuivant leurs efforts dans le domaine de l'édition électronique, les Presses de l'UNU ont conclu un accord à la fin de l'année avec Monash University, en Australie, en vue de publier une version sur CD-ROM de *Food Habits in*

Later Life: Cultural Approaches, sous la direction de Mark L. Wahlqvist et al. Cet ouvrage, qui comprend plus de 1 000 tableaux, sera ainsi mieux adapté aux besoins des chercheurs. L'UNU a par ailleurs avancé dans la réalisation de plusieurs pages d'accueil, panneaux d'affichage électronique et comptes rendus de conférences sur Internet et poursuivra ses efforts dans ce sens au début de 1996.

180. L'UNU a également publié quatre revues au cours de l'année : *Food and Nutrition Bulletin*, *Journal of Food Composition and Analysis*, *Mountain Research and Development* et *Abstracts of Selected Solar Energy Technology (ASSET)*.

181. En 1995, l'Université a publié de nombreux ouvrages, rapports, documents et articles de revue. On trouvera à l'annexe III du présent rapport une liste complète des titres publiés au cours de l'année. En 1995, les recettes provenant de la vente des publications parues aux Presses de l'UNU se sont élevées à 275 000 dollars des États-Unis.

Ouvrages publiés par l'Université des Nations Unies

182. Depuis 1975, l'Université des Nations Unies a publié quelque 401 ouvrages aux Presses de l'UNU et dans le cadre d'accords spécifiques de copublication. Quatorze ouvrages ont été publiés directement par les Presses de l'UNU en 1995; 12 autres l'ont été en vertu d'accords spécifiques de copublication. L'UNU a maintenu 61 bibliothèques dépositaires dans 49 pays en 1995.

Chapitre V Interaction avec le système des Nations Unies

183. En tant que branche universitaire du système des Nations Unies, l'UNU a collaboré avec de nombreux organismes du système des Nations Unies pour mener des travaux de recherche, dispenser des stages de formation postuniversitaire et faire connaître ses activités. Les temps forts des activités qu'elle a menées en collaboration avec d'autres organismes et institutions des Nations Unies en 1995 sont exposés ci-après. En 1995, le recteur et d'autres membres de la direction de l'UNU ont participé à de nombreux débats, réunions et conférences des Nations Unies. Le recteur a notamment participé à une réunion de hauts fonctionnaires de l'ONU, présenté le rapport annuel de l'Université au Conseil économique et social et participé à la commémoration du cinquantième anniversaire de l'ONU à New York. Des représentants de l'Université ont en outre

pris part à de nombreuses réunions des organismes des Nations Unies, notamment au Siège de l'ONU à New York, à l'Office des Nations Unies à Genève et au siège de l'UNESCO à Paris.

Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF)

184. La coopération de l'UNICEF et de l'ONU s'est inscrite dans le cadre du programme de l'ONU intitulé «Alimentation et nutrition pour le développement social et humain». L'UNICEF a ainsi fourni à l'ONU un appui pour l'étude de la prévalence de l'anémie ferriprive au Kazakhstan et en Ouzbékistan et l'a également aidé à organiser un atelier sur les procédures d'évaluation rapide qui s'est tenu en septembre à Dakar.

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED)

185. L'ONU/INTECH a continué de collaborer activement avec la CNUCED dans le domaine de la technique et de l'investissement, et a présenté une communication en mai, à Genève, à la Commission de l'application de la science et de la technique au service du développement, dont la CNUCED assure le Secrétariat. Il a également fait paraître des communications individuelles et collectives dans la publication de la CNUCED intitulée *ATAS Bulletin*. Il a en outre donné des avis et émis des observations sur certaines parties du *World Investment Report 1994* établi par la Division des sociétés transnationales et de l'investissement de la CNUCED et il collaborera à la rédaction du *World Investment Report 1995*. L'ONU/IIST collabore également avec la CNUCED pour l'élaboration d'un module de stage sur la technologie logicielle et participera à des exposés techniques, notamment sur l'application de divers logiciels et les configurations matérielles requises.

Fonds de développement des Nations Unies pour la femme (UNIFEM)

186. L'UNIFEM a collaboré au projet de l'ONU/INTECH sur le suivi de l'impact des technologies nouvelles sur le travail des femmes en Asie dès son élaboration. Il a également cofinancé ce projet avec le Gouvernement des Pays-Bas.

Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE)

187. L'Université a participé à un certain nombre de projets du PNUE sur l'environnement. Les deux organismes ont organisé ensemble un forum asiatique sur l'approvisionnement

en eau qui s'est tenu en Thaïlande en février 1995. L'ONU a en outre collaboré étroitement avec le Centre international d'écotechnologie que le PNUE a récemment créé à Osaka, au Japon. L'ONU et le PNUE ont aussi étudié comment ils pourraient collaborer à la mise au point d'un programme de maîtrise en droit de l'environnement, qui devrait être proposé à l'Université de Colombo. L'ONU a participé à un atelier de formation sur le droit et la politique de l'environnement que le PNUE a organisé avec l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR), ainsi qu'à une réunion de juristes sur l'enseignement du droit de l'environnement que le PNUE a organisée avec l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources (UICN). Le recteur et l'Administrateur-délégué du PNUE ont été en correspondance en vue de renforcer, dans le cadre de la recherche sur l'application des accords relatifs à l'environnement, la collaboration des deux organismes dans le domaine du droit de l'environnement.

Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP)

188. Le FNUAP et le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) (géré conjointement par la Banque mondiale, le PNUD et le PNUE) ont participé au financement du programme de l'ONU intitulé «Population, aménagement du territoire et modifications de l'environnement» (PLEC) et plus particulièrement à l'exécution du projet en cours relatif à des recherches en grappes sur le terrain dans six domaines de l'environnement tropical et subtropical.

Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche (UNITAR)

189. L'ONU a participé à la réunion des directeurs des instituts et programmes de formation, de recherche et de planification des Nations Unies que l'UNITAR a organisée à Genève les 28 et 29 juin 1995. Elle a également fourni un appui technique à un atelier de formation sur le droit et la politique de l'environnement organisé par le PNUE et l'UNITAR.

Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC)

190. L'ONU/INTECH a organisé sa deuxième conférence en collaboration avec la CEPALC en août, à Marbella (Chili), sur le thème de la productivité, des changements techniques et des systèmes d'innovation nationaux en Amérique latine dans les années 90. Les résultats de cette conférence feront l'objet d'un ouvrage qui sera publié en anglais et éventuellement en espagnol; des dispositions sont actuellement prises pour qu'ils puissent être présentés lors

d'une conférence qui devrait être organisée au cours du second semestre de 1996 en collaboration avec la Banque interaméricaine de développement dans l'un des pays membres de MERCOSUR (Argentine, Brésil, Paraguay et Uruguay). À l'issue de la conférence qu'ils ont organisée conjointement en août, l'UNU/INTECH et la CEPALC ont signé une lettre de coopération qui définit les principes de leur collaboration ultérieure dans les domaines de la science, de la technique et du développement.

Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR)

191. En octobre, l'UNU, le HCR et le Ministère japonais des affaires étrangères ont organisé, au siège de l'UNU à Tokyo, un séminaire international sur la réaction de la communauté internationale face à l'exode indochinois afin de mieux faire comprendre la nature de cet exode ainsi que ses effets immédiats et à long terme.

Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social

192. L'Université a détaché un représentant à la trentième session du Conseil de l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social qui s'est tenue les 26 et 27 juin 1995. Les domaines dans lesquels les deux organismes pourraient collaborer à l'avenir ont été évoqués lors de discussions officieuses qui ont eu lieu pendant la session. En 1995, un projet de recherche mené par l'UNU et l'Institut de recherche des Nations Unies pour le développement social a conduit à la publication de quatre ouvrages, à savoir : *Mexico's «War» on Drugs: Causes and Consequences* de María Celia Toro; *Unintended Consequences: Illegal Drugs and Drug Policies in Nine Countries* de LaMond Tullis; *Marijuana in the «Third World»: Appalachia, USA* de Richard Clayton; et *The Burmese Connection: Illegal Drugs in the Golden Triangle* de Ronald Renard. Ces ouvrages constituent les volumes 3 à 6 de la série *Studies on the Impact of the Illegal Drug Trade*, publiée conjointement par Lynne Rienner Publishers, Inc. (États-Unis) et par les Presses de l'UNU. Par ailleurs, un chercheur de l'UNU/INTECH a dirigé un atelier sur la sexospécificité et les politiques macroéconomiques que le PNUD et l'Institut de recherche ont organisé lors du Forum des ONG qui s'est tenu pendant la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Beijing, en septembre.

Organisation internationale du Travail (OIT)

193. Dans le cadre d'un projet sur l'évolution de la structure de l'emploi et du chômage en Afrique, l'UNU/WIDER a organisé un atelier à Accra, en juillet, en collaboration avec

l'UNU/INRA et le Département de l'emploi et du développement de l'OIT. Il a par ailleurs mis à profit les informations recueillies au cours des études effectuées dans le cadre de ce projet lors d'une conférence qu'il a organisée en août en vue de la tenue d'Habitat II.

Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

194. Dans le cadre du Programme pour l'alimentation et la nutrition, l'UNU a collaboré avec de nombreuses institutions appartenant ou non au système des Nations Unies, notamment avec la FAO, l'UNICEF et l'OMS. Il y a lieu de mentionner parmi les activités menées en collaboration le projet sur le Système international de données sur les régimes alimentaires (INFOODS) dans le cadre duquel la FAO s'est associée à l'UNU afin d'améliorer la quantité et la qualité des données relatives à la composition des aliments que l'UNU s'efforce de réunir et de raccorder pour les différentes régions et sous-régions du monde. Elle a également collaboré avec la FAO, qui est par ailleurs l'organisme coordonnateur pour le chapitre 13 d'Action 21 adopté lors de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, dans le domaine de la gestion des écosystèmes fragiles et dans le cadre de travaux de recherche sur le développement durable des régions montagneuses et des hauts plateaux.

Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO)

195. Dans le cadre de l'accord de coopération que l'UNU et l'UNESCO ont officiellement signé en février 1994 afin de lancer un programme de jumelage universitaire, les deux organismes mettent actuellement en place une chaire de biotechnologie végétale à l'Université de Beijing afin de créer un centre national d'excellence en biotechnologie végétale et de former des étudiants et des chercheurs dans ce domaine. Ils ont également convenu de créer le premier poste d'enseignant-chercheur sur les émissions zéro à l'Université de Windhoek, en Namibie.

196. Dans le cadre de ce même programme de jumelage universitaire, l'UNU et l'UNESCO ont entamé des pourparlers en vue de créer un réseau sur l'économie mondiale avec un appui financier de l'UNESCO et de l'UNU.

197. En septembre 1995, l'UNU a organisé à son siège, conjointement avec l'UNESCO, un colloque international sur l'avenir de la collaboration dans le domaine de la science et de la culture. Les deux organismes ont tenu ce colloque de quatre jours, auquel ont participé des spécialistes de

renommée mondiale, pour marquer respectivement leur cinquantième et leur vingtième anniversaires en élaborant une stratégie réellement globale et interdisciplinaire dans le domaine de la science et de la culture pour relever les défis du XXI^e siècle. À l'issue de ce colloque les participants ont publié un message lors d'une conférence de presse.

198. En octobre, l'ONU a organisé à son siège, en collaboration avec l'UNESCO et l'Université de Yamanashi, un colloque international sur les fleuves, la population et les partenariats du XXI^e siècle en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique. À l'occasion de ce colloque, l'UNESCO a présenté les résultats du Programme hydrologique international (PHI), dont la quatrième phase est terminée, et a évoqué les modalités d'exécution de la cinquième phase de ce programme pour la période 1996-2000. Un répertoire des fleuves d'Asie du Sud-Est et du Pacifique, dressé au cours de la quatrième phase, a été remis aux participants à ce colloque.

Organismes issus des accords de Bretton Woods

199. Les travaux de recherche menés dans le cadre du Programme pour l'alimentation et la nutrition ont essentiellement porté sur les conséquences fonctionnelles de la carence en fer et sa prévention. L'ONU effectue actuellement, en collaboration avec plusieurs organisations, des travaux de recherche de terrain dans 12 pays pour comparer l'efficacité de l'administration hebdomadaire d'un supplément en fer à une administration quotidienne dans le cadre de la prévention de l'anémie ferriprive. Ces travaux ont été menés avec l'appui financier de la Banque mondiale.

200. L'ONU et les organismes issus des accords de Bretton Woods continuent d'étudier la possibilité de lancer un programme de formation conjoint à l'ONU en faveur des pays en développement. Les organismes des Nations Unies et les organismes issus des accords de Bretton Woods étant de plus en plus conscients de la nécessité de dispenser une formation dans ces domaines, l'ONU a proposé d'organiser un programme dans le cadre duquel des stages de formation d'une durée d'un mois seraient régulièrement proposés au personnel des institutions des Nations Unies, des organismes issus des accords de Bretton Woods et des États Membres de l'ONU dans quatre grands domaines, à savoir : le développement économique, la politique sociale, les finances internationales et les institutions internationales.

Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI)

201. L'ONU/INTECH a activement participé au Forum mondial sur l'industrialisation que l'Organisation des

Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a organisé en octobre 1995 à New Delhi. Répondant à la demande que le Directeur général de l'ONUDI lui avait adressée vers le milieu de l'année 1994, l'ONU/INTECH a présenté dans un document d'une cinquantaine de pages la synthèse des travaux effectués par divers membres de son personnel sur les principaux thèmes abordés lors du forum. Ce document traite donc essentiellement des travaux que l'Institut a déjà réalisés dans des domaines tels que les articulations internationales, le travail des femmes, les technologies de l'information et les systèmes de production.

Autres activités de coopération avec des organismes du système des Nations Unies

202. En juillet, l'ONU/WIDER a réuni à Helsinki les membres d'un groupe de haut niveau sur les stratégies de développement et la gestion de l'économie de marché, qui avait été créé par le Département de l'information économique et sociale et de l'analyse des politiques pour aider le Secrétariat de l'ONU dans ses travaux sur les questions macroéconomiques. L'ONU/WIDER a activement participé aux travaux du groupe aux côtés de l'Institut international pour l'analyse des systèmes appliqués. La réunion de juillet faisait suite à deux autres réunions qui s'étaient déjà tenues en octobre 1994 à New York, et en avril à Laxenburg (Autriche). Les mémoires présentés lors de ces trois réunions devaient être publiés dans un ouvrage à paraître.

203. En octobre, l'ONU a organisé à son siège, à Tokyo, une conférence sur la viabilité du système mondial à long terme, qui était placée sous l'égide de la Commission du développement durable et de l'Agence japonaise pour l'environnement. Cette conférence s'est tenue dans le cadre d'un projet sur les possibilités d'assurer à la planète un avenir viable au XXI^e siècle; ce projet vise à recueillir les données d'information et à développer les facultés d'analyse et les connaissances nécessaires pour formuler des stratégies et de nouvelles politiques en faveur d'un développement durable. Ce projet, qui a été lancé en 1994, est exécuté sous la direction de l'Institut des Hautes Études de l'ONU en collaboration étroite avec le Département de la coordination des politiques et du développement durable et d'autres départements du Secrétariat. Les conclusions de cette conférence seront publiées.

204. Dans le cadre des initiatives qu'ont prises toutes les composantes de l'ONU pour contribuer à l'application d'Action 21, l'ONU/INTECH a lancé un projet pilote afin d'examiner le cadre juridique des mesures de protection de l'environnement dans un pays en développement et l'efficacité de l'application de la législation sur l'environnement.

Dans le cadre de ce projet, des travaux de recherche sur le terrain ont été menés au Mexique et ont donné lieu à l'établissement d'un rapport sur le transfert d'écotechnologies qui devrait être diffusé comme document de travail de l'UNU-INTECH. Ce rapport a été présenté lors d'une réunion de la Commission du développement durable de l'ONU qui s'est tenue à New York en avril. Le coordonnateur du projet de l'UNU sur l'écologie des régions montagneuses et le développement durable a par ailleurs fait un exposé sur les travaux de l'UNU à la Commission au mois d'avril.

205. Le programme de l'UNU pour l'alimentation et la nutrition a été représenté à deux réunions du Sous-Comité de la nutrition du Comité administratif de coordination. Ces occasions ont été amplement utilisées pour rendre compte des principales activités menées et pour envisager l'avenir de la collaboration avec le système des Nations Unies. Le Président du Sous-Comité a félicité l'UNU pour la diversité et l'efficacité des diverses activités qu'elle commandite. Ces activités ont été exposées en détail dans le rapport du Sous-Comité de la nutrition sur les travaux de sa vingt-deuxième session qui s'est tenue à Washington, D. C., en juin 1995.

206. En tant qu'organisme coordonnateur de l'UNU pour le Sommet mondial pour le développement social qui s'est tenu à Copenhague en mars, l'UNU/WIDER a participé aux travaux préparatoires du Sommet. À partir des connaissances spécialisées dont il dispose et des études réalisées pour le Sommet, deux ouvrages ont été établis, dont l'un intitulé *Global Employment: An International Investigation into the Future of Work*, qui porte sur les aspects économiques, politiques, sociaux et sexospécifiques du chômage, a été présenté au Sommet. Une délégation de l'UNU a participé au Sommet mondial; elle avait à sa tête le recteur, qui a fait un exposé devant l'assemblée plénière.

207. L'UNU a activement participé à la quatrième Conférence mondiale sur les femmes qui s'est tenue à Beijing, en septembre. Pour ce faire, elle s'est appuyée sur ses travaux de recherche récents ou en cours dans le domaine des femmes et du développement, en particulier sur le projet de l'UNU/WIDER concernant la restructuration mondiale et les personnels féminins dans les pays en voie d'industrialisation et en transition et sur le projet de l'UNU-INTECH concernant le suivi de l'impact des technologies nouvelles sur le travail des femmes dans l'industrie en Asie. Ce dernier projet a donné lieu à la publication, par l'UNU-INTECH, d'un ouvrage intitulé *Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment in the Third World*, qui a été lancé lors de la Conférence de Beijing. Le recteur a pris la parole devant l'assemblée plénière de la Conférence et des

chercheurs de l'UNU-INTECH et de l'UNU/WIDER ont assisté à des séances qui réunissaient des organisations gouvernementales et non gouvernementales. Il convient par ailleurs de noter que le coordonnateur du projet de l'UNU-INTECH a conseillé le Groupe consultatif sur l'égalité entre les sexes de la Commission de l'application de la science et de la technique au service du développement à l'intention duquel il prévoyait de rédiger un document de référence.

208. L'UNU a effectué des travaux en vue de sa participation à Habitat II, qui doit se tenir en Turquie en juin 1996. Elle a organisé une conférence sur les villes et l'avenir urbain de la planète en août à son siège de Tokyo en prévision de la tenue d'Habitat II. Cette conférence, qui était notamment coparrainée par la Société japonaise pour Habitat et la municipalité de Tokyo, a permis d'analyser l'impact de la mondialisation croissante des mégapoles et des grandes métropoles, en particulier dans les pays en développement. Elle a été immédiatement suivie par une conférence de l'UNU/WIDER sur les établissements humains et l'évolution de l'économie et des politiques mondiales qui s'est tenue à Helsinki. À partir des travaux préliminaires effectués dans ce domaine, l'UNU/WIDER a publié un rapport intitulé «Habitat II and the Urban Economy» dans la série *Research for Action*.

209. L'UNU-INTECH a également coopéré avec la Commission de l'application de la science et de la technique au service du développement. Son directeur adjoint a été nommé président du Groupe consultatif sur l'égalité entre les sexes de la Commission pour 1995-1996, dont il restera membre jusqu'en 1999. En 1995, la Commission a tenu une réunion à Maastricht (Pays-Bas) et a participé à un séminaire sur la technologie de l'information qui était dirigé par les chercheurs de l'UNU-INTECH.

210. Le bureau de l'UNU en Amérique du Nord a développé ses activités d'information pour faire mieux comprendre et connaître les activités organiques de l'Université et leurs résultats. Il s'est notamment efforcé d'informer les représentants des missions permanentes, ainsi que les cadres et spécialistes de rang élevé parmi le personnel de l'Organisation des Nations Unies. Il a en outre organisé une série de rencontres au cours de l'année pour mieux faire connaître les résultats des travaux de recherche de l'UNU. Ces rencontres ont permis d'aborder des thèmes tels que la réforme de l'ONU, les aspects politiques et économiques du travail dans le monde, ou encore la possibilité d'arriver à une définition rigoureuse et un ensemble de critères pour évaluer les fondements biogéophysiques de la durabilité. Le bureau de l'UNU en Amérique du Nord a également renforcé sa coopération avec le Département de l'information du

Secrétariat de l'ONU qui l'a aidé à mieux faire connaître l'Université à New York.

211. Il convient par ailleurs de mentionner la publication d'ouvrages de l'ONU et la publication en participation de revues telles que *Global Governance* et *Le Trimestre du Monde*. L'un des temps forts de l'année a été l'inauguration officielle, lors d'une cérémonie qui a eu lieu au Siège de l'ONU à New York, en présence du Secrétaire général, M. Boutros Boutros-Ghali, et de la Reine Noor de Jordanie, de l'Académie internationale de formation de dirigeants.

Chapitre VI

État de l'Université, 1995

212. L'année 1995 a marqué le vingtième anniversaire de l'Université des Nations Unies et a coïncidé avec les célébrations du cinquantième anniversaire de l'Organisation. L'Université a organisé un certain nombre de manifestations publiques pour célébrer la fin de ces deux premières décennies. Parmi celles-ci, il convient de souligner tout particulièrement le colloque intitulé «The Future of Hope: Lessons from the Past», qui a eu lieu le 4 décembre 1995 pendant la quarante deuxième session du Conseil d'administration. Réunissant plusieurs lauréats de prix Nobel spécialisés dans de nombreux domaines, ce colloque avait pour objectifs d'analyser l'évolution du monde pendant les 50 années qui ont suivi la Deuxième Guerre mondiale et de tenter de tirer des leçons et de dégager des exemples utiles pour affronter les problèmes du XXI^e siècle. Cet événement a été organisé en collaboration avec le journal *Asahi Shimbun* et en coopération avec la Fondation Elie Wiesel pour l'humanité.

213. En réfléchissant sur ses 20 premières années d'activités académiques, l'Université a terminé sa dernière année de travaux correspondant à la deuxième perspective à moyen terme (1990-1995). Tout au long de l'année, l'ONU a préparé le cadre qui servira de base à ses activités de recherche pour le siècle à venir. Le Centre de l'Université a formulé, en coopération avec les centres ou programmes de recherche et de formation de l'ONU, l'avant-projet de la troisième perspective à moyen terme de l'Université (1996-2001). Dans le même temps, elle a établi son programme académique et son budget pour l'exercice biennal 1996-1997.

214. En 1995, l'ONU a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer l'interaction avec les autres organismes des Nations Unies et d'aligner ses activités de recherche et de formation sur les grandes préoccupations du système. Lors de la préparation de la troisième perspective à moyen terme, on a réaménagé les programmes actuels de l'Université afin de

les rendre plus cohérents et mieux adaptés aux besoins de recherche des Nations Unies. Le recteur a rencontré plusieurs responsables d'institutions pour leur présenter les activités de l'Université, obtenir leur coopération et solliciter leurs avis sur les meilleurs moyens de renforcer les activités de recherche et d'information de l'Université afin de les soutenir dans leurs propres travaux. Grâce aux relations de travail nouées avec d'autres organismes de l'ONU, ceux-ci ont pu participer à des entreprises conjointes telles que des réunions ou activités de recherche coparrainées. L'ONU a poursuivi son travail de collecte d'informations tout en veillant à ce que ses activités ne fassent pas double emploi avec celles d'autres instituts de recherche du système. Des efforts supplémentaires seront déployés en 1996 pour renforcer le dialogue avec les autres éléments du système et mieux partager l'information et les résultats des travaux menés dans des domaines communs.

215. L'Université a poursuivi ses activités d'information et de diffusion afin d'accroître l'intérêt pour ses travaux et de mieux les faire connaître, notamment ses conférences et réunions, la présentation de ses ouvrages, l'organisation de forums publics et le passage au support électronique. Par exemple, le bureau de l'ONU pour l'Amérique du Nord a organisé une série de forums et de manifestations publics, au Siège de l'ONU, à l'intention des missions permanentes et du Secrétariat.

216. Le Conseil de l'Université a tenu sa quarante-deuxième session du 4 au 8 décembre, au siège à Tokyo. Le Bureau, le comité de coordination du Conseil, s'était réuni début août pour examiner l'avant-projet de la troisième perspective à moyen terme, le projet de rapport relatif à la création d'un nouveau centre de recherche et de formation au Japon, l'Institut des hautes études de l'ONU et le projet d'ordre du jour de la quarante-deuxième session du Conseil. Pendant cette session, le Conseil a pris note de la déclaration du recteur et du rapport du Conseil ainsi que des différents rapports des centres ou programmes de recherche et de formation de l'ONU. Il a également examiné le projet de troisième perspective à moyen terme (1996-2001) et demandé que des amendements soient apportés au document qui sera soumis au Bureau, pour examen en juillet 1996, et à la quarante-troisième session du Conseil, en décembre 1996. Le Conseil a également adopté le projet de programme académique (voir annexe I) et le budget de l'Université pour 1996-1997 (voir annexe IV).

217. Le Conseil s'est aussi penché sur les rapports concernant l'évolution de l'Académie internationale de «personnalités dirigeantes» de l'ONU à Amman (Jordanie) et le réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé, en Ontario (Canada). En examinant les rapports qui lui étaient

soumis, le Conseil a souligné qu'il était nécessaire que le recteur et le directeur des centres ou programmes de recherche et de formation de l'UNU procèdent plus systématiquement à l'établissement de rapports sur les activités de l'Université, ce qui en faciliterait l'évaluation critique par le Conseil, sur les plans quantitatif et qualitatif. Le Conseil s'est déclaré préoccupé par l'état de l'UNU/INRA et la pénurie de ressources humaines et financières qui a freiné l'exécution des activités de ses programmes. Le Conseil a également prié le recteur de poursuivre ses efforts d'harmonisation des normes et procédures de communication électronique pour l'ensemble du système de l'UNU.

218. Au cours de ses délibérations, le Conseil a par ailleurs souligné l'éventail de plus en plus large des activités de formation liées aux bourses octroyées par l'UNU et les différentes politiques et approches utilisées dans le système de l'Université. Le Conseil a demandé au recteur d'évaluer ces activités et d'élaborer une stratégie pour garantir plus de cohérence au niveau de la formation et de l'octroi de bourses, y compris une meilleure répartition géographique. Le Conseil a également prié le recteur d'étudier les activités de publication de l'UNU afin d'en améliorer l'efficacité et la rentabilité.

219. Pendant la session, le Conseil a désigné les membres d'un comité chargé de désigner les candidats au poste de recteur de l'Université, dont la liste sera soumise au Secrétaire général de l'ONU et au Directeur général de l'UNESCO. Le prochain recteur devrait prendre ses fonctions en septembre 1997.

220. La création de l'Institut des hautes études de l'UNU a été l'un des événements importants de l'année 1995. L'idée de créer un centre de recherche et de formation au Japon remonte à la naissance de l'Université car elle avait déjà été émise dans l'accord conclu entre l'Organisation des Nations Unies et le Gouvernement japonais qui avait conduit à la création de l'UNU. Pendant plus de 20 ans, elle en était restée à l'état de promesse, de projet et de rêve, pour ne devenir réalité qu'en 1995.

221. C'est en juillet que les instruments juridiques nécessaires ont été signés, autorisant la remise des locaux de l'Institut à l'Université par la municipalité de Tokyo. Ces installations, représentant plus de 6 000 mètres carrés d'espace de bureaux, sont mises à disposition gratuitement par la mairie et la population de Tokyo. Les pouvoirs locaux ont également fourni l'ameublement et l'équipement de base et ont accepté de prendre en charge une partie des frais d'entretien. Les Ministères des affaires étrangères, de l'éducation, des sciences et de la culture du Japon ont généreusement consenti à soutenir les activités universitaires de l'Institut. Les préparatifs de la mise en place de l'Institut des hautes études

ont occupé une partie du personnel du siège au cours de l'année : installation de l'ameublement et de l'équipement nécessaires, élaboration des documents juridiques indispensables à la création de l'Institut et planification de son premier programme scientifique. Le personnel de l'Université a travaillé en étroite collaboration avec les responsables du Gouvernement japonais et de la municipalité de Tokyo pour faire en sorte que les ressources financières nécessaires à la création de l'Institut et au démarrage de ses activités soient disponibles dès sa mise en place par le Conseil de l'UNU. Celui-ci a approuvé les statuts de l'Institut à sa quarante-deuxième session, au début de décembre, le créant ainsi officiellement.

222. Plusieurs activités préliminaires ont été menées à bien en 1995 en vue du lancement des activités universitaires pour 1996. Celles-ci ont déjà été décrites dans les précédentes sections du présent rapport. Lors de ses délibérations antérieures, le Conseil d'administration avait décidé que l'Institut devrait être doté d'un programme multithématique souple et qu'il devrait nouer des liens solides avec les milieux universitaires japonais. L'Université avait antérieurement organisé un certain nombre de réunions consultatives pour aider à la formulation du programme d'activités de l'Institut des hautes études. Sur la base de ces consultations, le Conseil a décidé que la gestion des affaires publiques au niveau mondial et la coopération multilatérale dans le cadre de l'Organisation des Nations Unies constitueraient le point de départ des activités initiales. En outre, les activités liées au développement écologiquement durable, aux mégapoles et à l'urbanification, ainsi qu'à la science et à la technologie, devraient constituer la base du premier programme académique de l'Institut. La recherche du premier directeur de l'Institut et le recrutement des premiers chercheurs internes et invités avaient été entrepris à la fin de 1995. En outre, lors de l'élaboration du présent rapport, la désignation du personnel de base des services administratifs et d'appui était en cours.

223. Le Conseil d'administration de l'UNU/INTECH a tenu sa sixième session du 14 au 16 juin 1995 et a passé en revue les activités de l'Institut. Le Conseil a également examiné les travaux préparatoires entrepris par le recteur en vue d'évaluer l'Institut à l'issue de ses cinq premières années d'activité vers la fin de 1995. Le Conseil d'administration de l'UNU/WIDER a tenu sa onzième session les 19 et 20 juin 1995 et a examiné les progrès accomplis par l'Institut depuis sa dixième session, l'année précédente. Les années 1994-1995 ont constitué une période de transition pour l'UNU/WIDER en termes de structure et de priorités du programme de travail ainsi qu'au niveau de son interaction avec les milieux universitaires finlandais. 1995 a également

été l'année de la nomination du nouveau directeur de l'Institut, qui doit prendre ses fonctions au début de 1996. Le Conseil d'administration de l'UNU/IIST a tenu sa quatrième session du 17 au 19 mars 1995. Il a analysé les progrès réalisés par l'Institut en ce qui concerne la conception de logiciels et a examiné le projet de programme de travail pour le prochain exercice biennal. Le recteur a nommé les membres du premier conseil d'administration de l'UNU/INRA pour remplacer le comité consultatif qui avait été mis en place pendant la phase initiale du programme de cet institut. La première session de ce conseil devrait avoir lieu au début de 1996.

224. Le recteur a convoqué deux réunions de la Conférence des directeurs des centres ou programmes de recherche et de formation de l'UNU. La première, qui a eu lieu les 22 et 23 mars 1995, a été consacrée au renforcement du rôle de la Conférence et a souligné l'importance de la cohérence et de la coopération intra-universitaire ainsi que de la mise en oeuvre de la troisième perspective à moyen terme (1996-2001). La Conférence a également analysé le contexte qui servira de base à la préparation du budget de l'exercice biennal 1996-1997 ainsi que des questions administratives telles que l'élaboration d'une politique en matière de personnel pour l'ensemble de l'Université et les progrès réalisés dans le domaine de l'informatique et des communications. Une deuxième conférence des directeurs, tenue le 1er décembre, a été consacrée aux préparatifs de la quarante-deuxième session du Conseil d'administration.

225. Au cours de l'année, le recteur a conduit deux délégations à deux grandes conférences de l'Organisation des Nations Unies, le Sommet mondial pour le développement social, qui s'est tenu à Copenhague (Danemark), en mars, et la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, qui s'est tenue à Beijing (Chine), en septembre. L'UNU/WIDER a servi de centre de coordination en vue de la participation de l'UNU au Sommet mondial pour le développement social. À cette occasion, l'Institut a présenté le premier des deux volumes issus de ses travaux sur l'emploi dans le monde. Chaque délégation nationale participant au Sommet a reçu un exemplaire de l'ouvrage intitulé «Global Employment: An International Investigation into the Future of Work», lequel a été officiellement présenté lors d'une cérémonie à laquelle ont assisté M. Martti Ahtisaari, Président de la Finlande, M. Árpád Göncz, Président de la Hongrie, M. Percival Patterson, Premier Ministre de la Jamaïque et M. Paulo Renato Costa Souza, Ministre brésilien de l'éducation.

226. L'UNU/INTECH et l'UNU/WIDER ont conjointement assumé les fonctions de centre de liaison de l'UNU pour les travaux préparatoires de la quatrième Conférence mondiale

sur les femmes. Des chercheurs des deux centres ont participé aux sessions et activités des forums des organisations gouvernementales et des ONG. Lors de la Conférence de Beijing, l'UNU/INTECH a présenté son ouvrage intitulé «Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment in the Third World».

227. Le recteur a décrit, au cours des sessions plénières de Copenhague et de Beijing, les travaux de l'Université en rapport avec chaque conférence. L'Université a également profité des deux sommets pour mieux faire connaître ses travaux et a présenté des résumés de ses activités liées au développement social, aux problèmes propres à chaque sexe et au développement. Quant aux presses de l'UNU, elles ont également saisi ces occasions pour souligner l'importance des activités de diffusion de l'Université dans ces domaines clefs en présentant la liste des publications de l'Université au public lors des Conférences de Copenhague et de Beijing.

228. La création d'une Académie internationale de personnalités dirigeantes à Amman (Jordanie) a constitué l'un des progrès majeurs de cette année. Le Conseil de l'UNU avait officiellement annoncé la création de l'Académie en tant que programme de l'Université à sa quarante et unième session en décembre 1994. En avril, le recteur et le Ministre de l'enseignement supérieur de Jordanie ont signé les instruments juridiques nécessaires à l'installation des bâtiments de l'Académie sur le campus de l'Université de Jordanie à Amman. Le recteur a désigné un conseil consultatif de l'Académie constitué de la Reine Noor de Jordanie (Présidente), M. Hisashi Owada, Ambassadeur et Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York (Vice-Président), M. Jan Egeland, Secrétaire d'État, Ministère norvégien des affaires étrangères, et M. Bartolomé Mitre, rédacteur en chef du quotidien argentin *La Nación*. Le recteur a également nommé M. Andrés Pastrana, ancien maire de la ville de Bogotá (Colombie) en qualité de premier Directeur de l'Académie. M. Pastrana a démissionné de ses fonctions en septembre pour des raisons personnelles, et le recteur espère nommer un nouveau directeur au début de 1996.

229. À l'occasion du cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies, le Roi Hussein de Jordanie a prononcé un discours lors de la réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale, le 22 octobre 1995, dans lequel il a évoqué la création de l'Académie internationale de personnalités dirigeantes à Amman. Il a souligné que cette académie serait la première de ce type au monde. Première entité émanant de l'Université des Nations Unies au Moyen-Orient, elle s'efforcera de nouer des liens entre les futurs responsables. Elle sera un lieu de dialogue et d'échanges entre ces dirigeants eux-mêmes et entre leurs

cultures diverses. L'Académie préparera des programmes et des cours qui s'adresseront aux responsables des secteurs politique, social, économique, religieux et culturel du monde entier afin de stimuler le dialogue, la compréhension et la coopération entre les peuples et les civilisations.

230. Les consultations approfondies que l'UNU a eues avec des représentants des Gouvernements du Canada et de l'Ontario ont permis de progresser en vue du lancement du programme d'activités relatif au réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé. Le projet de création de ce réseau avait été approuvé par le Conseil de l'UNU à sa quarante et unième session, en décembre 1994. Les discussions qui se sont poursuivies tout au long de l'année avaient pour objectif de mobiliser des fonds de contrepartie suffisants auprès des gouvernements central et provincial. En septembre, les autorités de la province ont informé le recteur qu'elles ne pourraient honorer l'engagement du précédent gouvernement envers le réseau international, en raison de fortes restrictions budgétaires. Toutefois, l'Université avait déjà reçu un engagement ferme du Gouvernement canadien pour le versement de 5 250 000 dollars canadiens sur quatre ans, étant entendu qu'il n'y aurait pas d'autre financement fédéral de base au-delà de ce montant. Le Gouvernement a

déclaré qu'il espérait que le réseau international pour l'eau, l'environnement et la santé serait autosuffisant à la fin de la période initiale de quatre ans. L'Université a poursuivi les travaux préparatoires nécessaires à la mise en place du réseau au début de 1996, sur la base des garanties de soutien du Gouvernement canadien.

231. Au 31 décembre 1995, les engagements du Fonds de dotation et les contributions de fonctionnement de 54 gouvernements et de 7 autres donateurs s'élevaient à 289,2 millions de dollars, dont 268,8 millions avaient été versés. Au cours de l'année, l'Université a également bénéficié d'efforts de contrepartie et autres, notamment des aides sous forme de partage des coûts des bourses et autres activités. Des contributions sur la base d'engagements nouveaux ou existants destinées aux centres ou programmes de recherche et de formation de l'UNU ainsi que de modestes contributions de fonctionnement ont également été reçues pendant la même période. Le tableau 2 ci-après donne un résumé des contributions égales ou supérieures à 100 000 dollars reçues en 1995.

Tableau 2
Contributions reçues en 1995 (montants supérieurs à 100 000 dollars des États-Unis)

<i>Source</i>	<i>But</i>	<i>Montant</i>
Gouvernements		
Autriche	Fonds de dotation	144 329
Chine	Fonds de dotation affecté à l'UNU/IIST	1 000 000
Italie : Autorité régionale de Sardaigne	Fonds de dotation affecté au Programme sur les sciences océanographiques et les affaires maritimes	136 036
Japon	Contributions de fonctionnement du Ministère des affaires étrangères, y compris 500 000 dollars affectés aux activités de l'UNU dans le cadre d'Action 21	3 700 000
	Contribution du Ministère de l'éducation, affectée au Programme d'études conjoint Japon-UNU	1 222 071
	Contribution de fonctionnement du Ministère des affaires étrangères pour l'exercice budgétaire 1995, y compris 1 million de dollars (affectés à l'Institut des hautes études de l'UNU)	4 700 000
	Contribution de fonctionnement du Ministère de l'éducation pour l'exercice budgétaire 1995, y compris 100 millions de yen (affectés à l'Institut des hautes études de l'UNU)	2 187 970
Jordanie	Académie internationale de personnalités dirigeantes de l'UNU	713 080
Macao	Fonds de dotation affecté à l'UNU/IIST	3 000 000
Pays-Bas	Frais de fonctionnement de l'UNU/INTECH pour l'année 1995	884 347
Total partiel		17 687 833

<i>Source</i>	<i>But</i>	<i>Montant</i>
Secteur privé et organisations intergouvernementales et non gouvernementales		
Organisation des Nations Unies	Fonds d'affectation spéciale créé par le Gouvernement japonais pour le Symposium international sur les opérations de maintien de la paix de l'ONU	300 000
	Fonds d'affectation spéciale créé par le Gouvernement japonais pour les activités relatives aux travaux de la Commission de l'exercice du pouvoir sur le plan mondial	482 400
FNUAP	Étude conjointe sur le programme intitulé «Population, land management and environmental change»	240 000
Union européenne	Projet UNU/INTECH sur les dimensions internationales de l'incidence des nouvelles technologies	122 352
Centre de l'Asie et du Pacifique (Japon)	Projet sur la perception de l'environnement dans les pays d'Asie : rapport avec le développement durable	127 625
Ebara Corporation (Japon)	Initiative de recherche sur les émissions zéro (UNU)	194 286
Kirin Brewery Co. (Japon)	Programme de bourses UNU/Kirin	353 208
Nippon Foundation	Mégalopoles et urbanification	449 438
Shimadzu Corporation (Japon)	Surveillance et analyse de l'environnement dans la région de l'Asie de l'Est : transfert de technologie et gestion de l'environnement	356 765
Total partiel		2 626 074
Total		20 313 907

232. En 1995, l'Université a tenu de nombreux ateliers, séminaires et conférences dans le monde entier. L'UNU et d'autres organisations ont utilisé presque en permanence les installations de conférence du siège de l'Université à Tokyo. Au cours de l'année, plus de 8 500 personnes ont participé à des séminaires et autres manifestations organisés au siège de l'UNU. En tout, plus de 100 manifestations académiques se sont déroulées au siège de l'UNU et dans les centres ou programmes de recherche et de formation, ou ailleurs sous leurs auspices. Certains ont attiré l'attention des médias, notamment la première Conférence mondiale sur les émissions zéro qui s'est tenue les 6 et 7 avril 1995 au siège de l'UNU. Elle a constitué la première vidéoconférence sur Internet organisée au Japon, avec des interventions en direct de M. Ingvar Carlsson, Premier Ministre suédois et de M. Federico Mayor, Directeur général de l'UNESCO. L'UNU a pu établir des liaisons entre différents sites d'Asie, d'Europe et des États-Unis et des universitaires, des décideurs et des hommes politiques ont ainsi pu participer à distance au Congrès. D'autres grandes conférences telles que le Colloque sur les nouvelles dimensions des opérations de maintien de la paix de l'ONU, qui s'est tenu à la mi-janvier, et le colloque intitulé «The Future of Hope: Lessons from the Past», qui a eu lieu le 4 décembre 1995, ont permis de mieux sensibiliser le public aux diverses activités de recherche et de formation de l'UNU.

233. En 1995, le père Lucien F. Michaud, S. J., professeur à l'Université de Sudbury, en Ontario (Canada), est devenu

Président du Conseil de l'UNU après avoir été élu lors de la quarante et unième session du Conseil à Accra (Ghana), en décembre 1994.

234. Au début de l'année, le Secrétaire général de l'ONU et le Directeur général de l'UNESCO ont annoncé la nomination de 10 nouveaux membres et la reconduction d'un membre au Conseil de l'UNU. Il s'agit des personnes suivantes : M. José Brunner Ried, sociologue et Ministre-Secrétaire général du Gouvernement chilien; M. Paolo Costa, recteur et professeur d'économie régionale, de l'Université Ca' Foscari de Venise (Italie); M. Donald Ekong, professeur et Secrétaire général de l'Association des universités africaines; M. Salim El-Hoss, de l'Université américaine de Beyrouth et ancien Premier Ministre et Ministre libanais de l'éducation; M. Genady Golubev, professeur et chef du Département de géographie physique et de géoécologie mondiale, faculté de géographie, Université de Moscou, et ancien Sous-Secrétaire général à l'ONU et Directeur exécutif adjoint du PNUE; Mme Françoise Héritier-Augé, professeur et directrice du Laboratoire d'anthropologie sociale, École des hautes études en sciences sociales, Collège de France; M. Risto Ihamuotila, recteur et professeur de politique agricole à l'Université d'Helsinki (Finlande); Mme Graça Machel, Présidente de la Fondation pour le développement communautaire et Présidente de l'Organisation nationale des enfants du Mozambique, ancien Ministre de l'éducation et de la culture du Mozambique; Mme Valeria Merino-Dirani, expert en droit de l'environnement et

Directrice exécutive de Corporación Latinoamericana para el Desarrollo (Équateur); Mme Ingrid Moses, vice-recteur adjoint de l'Université de Canberra, qui a également été professeur de l'enseignement supérieur et Directrice du Centre pour l'enseignement et l'apprentissage de l'Institut universitaire de technologie de Sydney (Australie); et M. Wang Shaoqi, Directeur général du Département de la coopération internationale, Commission d'État pour les sciences et les techniques (Chine). Chacun de ces membres servira à titre individuel pour un mandat de six ans, se terminant le 2 mai 2001. (Voir à l'annexe II la liste des membres du Conseil de l'Université.)

235. À l'issue d'un long processus, M. Takashi Inogushi, professeur de sciences politiques à l'Université de Tokyo, est devenu vice-recteur de l'ONU en avril. M. George Vassiliou, ancien Président de Chypre, a été nommé au Conseil de l'ONU/WIDER. Mme Hebe Maria Cristina Vessuri, de l'Institut vénézuélien de recherches scientifiques (Venezuela), a été nommée au Conseil de l'ONU/INTECH et M. Wil Albeda, des Pays-Bas, a été nommé pour un deuxième mandat au Conseil de l'ONU/INTECH. Le professeur Zhou Li-Gao, vice-recteur de l'Université de Macao, a été nommé membre du Conseil de l'ONU/IIST. Les professeurs Ivan M. Havel (République tchèque), Gilles Kahn (France) et Kesav V. Nori (Inde) ont tous été reconduits pour un deuxième mandat au Conseil de l'ONU/IIST. Ont été nommés au Conseil de l'ONU/INRA : M. W. S. Alhassan, Directeur général du Council for Scientific and Industrial Research (CSIR) (Ghana); M. Björn Lundren, Directeur de la Fondation internationale pour les sciences, Stockholm (Suède); M. Thomas R. Odhiambo, Directeur, Research and Development Forum for Science-Led Development in Africa (RANDFORUM), Nairobi (Kenya); M. Guy Paillotin, Président de l'Institut national de la recherche agronomique (INRA), Paris (France); et M. S. I. Rasool, Directeur du Programme international sur la géosphère et la biosphère - Système de données et d'informations (PIGB-SDI), Paris (France).

Notes

¹ K. Krause et W. A. Knight (éd.), *State, Society and the UN System: Changing Perspectives on Multilateralism* (UNU Press, 1995); et C. F. Alger, G. M. Lyons, et J. E. Trent (éd.), *The United Nations System: The Policies of Member States* (UNU Press, 1995).

² G. K. Helleiner (éd.), *Manufacturing for Export in the Developing World: Problems and Possibilities* (Routledge, 1995).

³ M. Simai, en collaboration avec V. Moghadam et A. Kuddo (éd.), *Global Employment: An International Investigation into the Future of Work* (Presses de l'ONU, en collaboration avec Zed Books, 1995).

⁴ S. Mitter, *Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment in the Third World* (Routledge/Presses de l'ONU, 1995).

⁵ *Rapport de la Conférence des Nations Unies sur l'environnement et le développement, Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992*, vol. I : *Résolutions adoptées par la Conférence* (publication des Nations Unies, numéro de vente : F.93.I.8 et corrigendum), résolution I, annexe II.

⁶ F. Capra et G. Pauli (éd.), *Steering Business Towards Sustainability* (Presses de l'ONU, 1995).

⁷ A. T. Wolf, *Hydropolitics along the Jordan River: Scarce Water and Its Impact on the Arab-Israeli Conflict* (Presses de l'ONU, 1995) et M. Murakami, *Managing Water for Peace in the Middle East: Alternative Strategies* (Presses de l'ONU, 1995).

⁸ J. X. Kasperson, R. E. Kasperson et B. L. Turner II (éd.), *Regions at Risk: Comparisons of Threatened Environments* (Presses de l'ONU, 1995); Nigel J. H. Smith, Emanuel Adilson S. Serrão, P. T. Alvim et I. C. Falesi, *Amazonia: Resiliency and Dynamism of the Land and Its People* (Presses de l'ONU, 1995) et H. Brookfield, L. Potter et Y. Bryron, *In Place of the Forest: Environmental and Socio-economic Transformation in Borneo and the Eastern Malay Peninsula* (Presses de l'ONU, 1995).

⁹ T. Nishizawa, J. I. Uitto (éd.), *The Fragile Tropics of Latin America: Sustainable Management of Changing Environments* (Presses de l'ONU, 1995).

Annexe I

Programme académique de l'ONU pour la période 1996-1997

Domaine d'activité	Unité responsable	
	(Actuelle)	(Prévue)
Valeurs humaines universelles et responsabilités mondiales		
1. Le système des Nations Unies, l'exercice du pouvoir sur le plan mondial et la sécurité	Centre de l'ONU	Institut des hautes études de l'ONU
2. Règlement des conflits et questions ethniques	Centre de l'ONU, INCORE	
3. Exercice du pouvoir, État et société	Centre de l'ONU, UNU/WIDER, UNU/Académie internationale de personnalités dirigeantes	UNU/CESG ^a
4. Culture et développement	Centre de l'ONU	
Orientations nouvelles de l'économie mondiale		
5. Écorestructuration en vue d'un développement durable	UNU/WIDER, Centre de l'ONU	
6. Dimensions socioéconomiques du développement	UNU/WIDER, UNU/INTECH	
7. Évolution et perspectives sur le plan mondial	Centre de l'ONU, UNU/WIDER	
Systèmes mondiaux durables de maintien de la vie		
8. Écorestructuration en vue d'un développement durable	Centre de l'ONU, UNU/WIDER, UNU/INTECH	Institut des hautes études de l'ONU
9. Études intégrées des écosystèmes	Centre de l'ONU, UNU/WIDER	
10. Système d'information pour la gestion de l'environnement	Centre de l'ONU	UNU/INWEH
11. Ressources naturelles en Afrique	UNU/INRA	
12. Droits de l'environnement et exercice du pouvoir	Centre de l'ONU	UNU/CESG ^a
Progrès en science et en technologie		
13. Incidences socioéconomiques des technologies nouvelles	UNU/INTECH	
14. Applications de la biotechnologie pour le développement	UNU/BIOLAC	
15. Technologie des logiciels pour les pays en développement	UNU/IIST	
16. Microprocesseurs et informatique	Centre de l'ONU	
Dynamique des populations et bien-être humain		
17. Population, urbanisation et développement	Centre de l'ONU, UNU/WIDER	Institut des hautes études de l'ONU
18. Population, gestion des terres et évolution de l'environnement (PLEC)	Centre de l'ONU, UNU/INRA	
19. Alimentation et nutrition pour le développement humain et social	Centre de l'ONU	UNU/FNCC ^b

^a UNU/CESG : Centre pour l'étude de l'exercice du pouvoir (Barcelone, Espagne).

^b UNU/FNCC : Centre de coordination, de formation et de recherche sur l'alimentation et la nutrition à l'Université Cornell (États-Unis d'Amérique).

Annexe II

Membres du Conseil de l'UNU en 1995

Membres nommés

Père Lucien **Michaud**, S. J. (Canada) (Président du Conseil), professeur à l'Université de Sudbury (Canada)

M. José Joaquin **Brunner Ried** (Chili), Ministre-Secrétaire général du Gouvernement chilien

M. Paolo **Costa** (Italie), recteur et professeur d'économie régionale, Université Ca' Foscari de Venise (Italie)

M. Vladimír **Dlouhy** (République tchèque), Ministre tchèque de l'industrie et du commerce

M. Donald **Ekong** (Nigéria), professeur et Secrétaire général, Association des universités africaines, Accra (Ghana)

M. Salim **El-Hoss** (Liban), Université américaine de Beyrouth et ancien Premier Ministre libanais

M. J. A. **van Ginkel** (Pays-Bas), recteur honoraire et professeur de géographie humaine à l'Université d'Utrecht

M. Genady Nikolaevich **Golubev** (Fédération de Russie), chef du Département de géographie, physique et de géoécologie mondiale, faculté de géographie, Université de Moscou

Mme Françoise **Héritier-Augé** (France), Directrice du Laboratoire d'anthropologie sociale, École des hautes études en sciences sociales, Collège de France

M. Risto **Ihamuotila** (Finlande), recteur et professeur de politique agricole, Université d'Helsinki

M. Hideo **Kagami** (Japon), ancien Représentant permanent du Japon auprès de l'Organisation des Nations Unies

Mme Hanaa **Kheir-El-Din** (Égypte), professeur d'économie et Présidente du Département d'économie de la faculté d'économie et de sciences politiques de l'Université du Caire

M. Sang Soo **Lee** (République de Corée), professeur honoraire, Institut supérieur coréen des sciences et des technologies

Mme Madina **Ly-Tall** (Mali), Ambassadrice extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Mali en France

M. Edson **Machado de Sousa** (Brésil), chef de Cabinet du Ministre brésilien de l'éducation et des sports

Mme Graça **Machel** (Mozambique), Présidente de la Fondation pour le développement communautaire

Mme Valeria **Merino-Dirani** (Équateur), Directrice exécutive de la «Corporación Latinoamericana para el Desarrollo (CLD)»

M. A. P. **Mitra** (Inde), Président de l'Académie nationale des sciences, membre du Bhatnagar (Conseil de la recherche scientifique et industrielle), Laboratoire national de physique

Mme Ingrid **Moses** (Australie), vice-recteur adjoint de l'Université de Canberra, Australie

M. Jacob L. **Ngu** (Cameroun), Directeur des Laboratoires d'immunologie et de biotechnologie du Cameroun

M. Luis Manuel **Peñalver** (Venezuela), Président du Conseil national de l'éducation

M. Victor **Rabinowitch** (États-Unis d'Amérique), Premier Vice-Président de la MacArthur Foundation (États-Unis)

Mme Frances **Stewart** (Royaume-Uni), maître de recherche à l'Institute of Commonwealth Studies, International Development Centre, Queen Elizabeth House, Université d'Oxford

M. **Wang** Shaoqi (Chine), Directeur général du Département de coopération internationale, Commission d'État pour les sciences et les techniques

Recteur

M. Heitor **Gurgulino de Souza** (Brésil)

Membres de droit

M. Boutros **Boutros-Ghali** (Égypte), Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies

M. Federico **Mayor** (Espagne), Directeur général de l'UNESCO, Paris

M. Marcel **Boisard** (Suisse), Directeur général par intérim de l'Institut des Nations Unies pour la formation et la recherche, Genève

Annexe III

Titres publiés en 1995

Livres

Amazonia: Resiliency and Dynamism of the Land and Its People, par Nigel J. H. Smith, Emanuel Adilson S. Serrano, Paulo T. Alvim, et Italo C. Falesi, publié par les Presses de l'UNU

Arms Reduction: Economic Implications in the Post-Cold War Era, édité par Lawrence R. Klein, Fu-Chen Lo et Warwick J. McKibbin, publié par les Presses de l'UNU

Capital, the State and Labour: A global Perspective, édité par Juliet Schor et Jong-II You, publié par UNU/WIDER et Edward Elger, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Esunikku mondai to kokusai shakai: Funsou, kaihatsu, jinken (édition japonaise de *The Ethnic Question: Conflicts, Development and Human Rights*), par Rodolfo Stavenhagen, publié par les Presses de l'UNU et Ochanomizu Shobo (Japon)

The Evolving New Global Environment for the Development Process, édité par Mihaly Simai, publié par les Presses de l'UNU

The Fragile Tropics of Latin America: Sustainable Management of Changing Environments, édité par Toshie Nishizawa et Juha I. Uitto, publié par les Presses de l'UNU

El futuro ecológico de un continente: una visión prospectiva de la América Latina, vol. I and II, compilé par Gilberto C. Gallopín, Isabel A. Gómez, A. A. Pérez et Manuel Winograd, publié par les Presses de l'UNU et le Fondo de Cultura Económica (Mexique)

Gender and Development in the Arab World – Women's Economic Participation: Patterns and Policies, édité par Nabil F. Khoury et Valentine M. Moghadam, publié par UNU/WIDER et Zed Books, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Global Employment: An International Investigation into the Future of Work, vol. I et II, édité par M. Simai, V. Moghadam et A. Kuddo, publié par Zed Books

Hydropolitics along the Jordan River: Scarce Water and Its Impact on the Arab-Israel Conflict, par Aaron T. Wolf, publié par les Presses de l'UNU

In Place of the Forest: Environmental and Socio-economic Transformation in Borneo and the Eastern Malay Peninsula, par Harold Brookfield, Lesley Potter, et Yvonne Byron, publié par les Presses de l'UNU

Managing Water for Peace in the Middle East: Alternative Strategies, par Masahiro Murakami, publié par les Presses de l'UNU

Manufacturing for Export in the Developing World: Problems and Possibilities, édité par G. K. Helleiner, Routledge

Marijuana in the «Third World»: Appalachia U.S.A («Studies on the Impact of the Illegal Drug Trade», vol. 5), par Richard Clayton, publié par les Presses de l'UNU et Lynne Rienner Publishers, Inc., États-Unis d'Amérique

Mexico's «War» on Drugs: Causes and Consequences («Studies on the Impact of the Illegal Drug Trade», vol. 3), par Maria Celia Toro, publié par les Presses de l'UNU et Lynne Rienner Publishers, Inc., Boulder (États-Unis) et Londres

Modelling Global Change, édité par Lawrence R. Klein et Fu-chen Lo, publié par les Presses de l'UNU

The North, the South and the Environment: Ecological Constraints and the Global Economy, édité par Andrew Glyn et V. Bhaskar, publié par les Presses de l'UNU et Earthscan Publications

Las Nuevas Tecnologías y el Futuro de América Latina: Riesgo y Oportunidad, édité par Amílcar Herrera, Leonel Corona, Renato Dagnino *et al.*, publié par les Presses de l'UNU et Siglo Veintiuno Editores (Mexique)

The Political Economy of Hunger: Selected Essays («Studies in Development Economics», UNU/WIDER), édité par Jean Drèze, Amartya Sen et Athar Hussain, publié par Clarendon Press, Oxford

Regions at Risk: Comparisons of Threatened Environments, édité par Jeanne X. Kasperson, Roger E. Kasperson, et B. L. Turner II, publié par les Presses de l'UNU

State, Society and the UN System: Changing Perspective on Multilateralism, édité par K. Krause et W. A. Knight, publié par les Presses de l'UNU

Steering Business Toward Sustainability, édité par Fritjof Capra et Gunter Pauli, publié par les Presses de l'UNU

Strengthening the Family: Implications for International Development, par Marian F. Zeitlin, Ratna Megawangi, Ellen M. Kramer, Nancy D. Colleta, E. D. Babatunde et David Garman, publié par les Presses de l'UNU

Sustainable Management of Soil Resources in the Humid Tropics, par Rattan Lal, publié par les Presses de l'UNU

Unintended Consequences: Illegal Drugs and Drug Policies in Nine Countries («Studies on the Impact of Illegal Drug Trade», vol. 4), par LaMond Tullis, publié par les Presses de l'UNU et Lynne Rienner Publishers, Inc., États-Unis d'Amérique

The United Nations System: The Policies of Member States, édité par Chadwick F. Alger, Gene M. Lyons, et John E. Trent, publié par les Presses de l'UNU

A Vision of Hope: Asu eno tenbo (English and Japanese version), publié par les Presses de l'UNU et Regency Corporation, Ltd., Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Women, Culture and Development: A Study of Human Capabilities («Studies in Development Economics», UNU/WIDER), édité par Martha C. Nussbaum et Jonathan Glover, publié par Clarendon Press, Oxford

Women Encounter Technology: Changing Patterns of Employment in the Third World, sous la direction de Swasti Mitter et Sheila Rowbothan, publié par UNU/INTECH et Routledge, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Périodiques

Abstracts of Selected Energy Technology (ASSET), vol. 16, Nos 2 et 3, vol. 17, Nos 1 à 3, publié par Tata Energy Research Institute (TERI) (Inde)

Food and Nutrition Bulletin, vol. 16, Nos 1 à 3, publié par les Presses de l'UNU

Global Environmental Change: Human and Policy Dimensions, vol. 5, Nos 1 à 3, publié par Butterworth-Heinemann, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord

Global Governance: A Review of Multilateralism and International Organizations, vol. 1, Nos 1 à 3, publié par Lynne Rienner Publishers, Inc., États-Unis

Journal of Food Composition and Analysis, vol. 8, Nos 1 à 3, publié par Academic Press, Inc., États-Unis

Mountain Research and Development, vol. 14, Nos 1 à 4, vol. 15, Nos 1 à 3, publié par University of California Press, États-Unis, pour l'Université des Nations Unies et l'International Mountain Society (IMS), États-Unis

Annexe IV

Décision du Conseil de l'Université des Nations Unies concernant le budget biennal pour la période 1996-1997

Le Conseil de l'Université des Nations Unies a, lors de sa quarante-deuxième session, tenue du 4 au 8 décembre 1995 à Tokyo,

Adopté comme suit la partie II (programme académique) du programme académique et du budget de l'Université des Nations Unies pour la période 1996-1997 (UNU/C/42/L.5), telle que proposée par le recteur, compte tenu des observations du Conseil;

Adopté comme suit la partie I (budget) du programme académique et du budget de l'Université des Nations Unies pour la période 1996-1997 (UNU/C/42/L.5), telle que proposée par le recteur sur recommandation de la Commission des finances et du budget du Conseil, dans la forme revue et amendée par le Conseil, après avoir examiné le rapport du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires du Secrétariat de l'Organisation des Nations Unies (UNU/C/40/L.4/Add.1) :

Recettes prévues pour la période 1996-1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	<i>Siège de l'UNU</i>	<i>UNU/WIDER</i>	<i>UNU/INTECH</i>	<i>UNU/IIST</i>	<i>UNU/INRA</i>	<i>UNU/BIOLAC</i>	<i>UNU/IAS</i>	Total
1. Recettes du Fonds de dotation								
i) Produits des placements au 30 juin 1995	18 195	5 065	2 182	3 458	372	986	—	30 258
ii) Produit du placement des nouvelles contributions à recevoir du 1er juillet 1995 au 31 décembre 1997	—	9	—	356	192	25	—	582
2. Contributions de fonctionnement	14 365	—	1 454	—	200	—	12 110	28 129
3. Contributions liées au bâtiment du siège de l'UNU	3 110	—	—	—	—	—	—	3 110
4. Recettes et droits d'auteur liés aux publications	500	—	—	—	—	—	—	500
5. Reliquat franc de toute charge	1 500	878	722	—	—	—	500	3 600
Total partiel, financement de base	37 670	5 952	4 358	3 814	764	1 011	12 610	66 179
6. Contributions liées à des programmes spécifiques	9 092	130	1 338	540	179	101	400	11 780
Total général	46 762	6 082	5 696	4 354	943	1 112	13 010	77 959

Estimation des dépenses pour la période 1996-1997

(En milliers de dollars des États-Unis)

	Siège de l'UNU	UNU/ WIDER	UNU/ INTECH	UNU/ IIST	UNU/ INRA	UNU/ BIOLAC	UNU/ IAS	Total
Frais de personnel	21 840	2 728	2 820	1 887	437	—	4 934	34 646
Frais des activités liées au programme académique	14 592	2 411	2 079	1 632	329	1 079	6 495	28 617
Frais généraux	3 730	793	717	705	165	—	1 581	7 691
Gestion des placements	600	150	80	130	12	33	—	1 005
Total partiel	40 762	6 082	5 696	4 354	943	1 112	13 010	71 959
Bâtiment du siège permanent	6 000	—	—	—	—	—	—	6 000
Total général	46 762	6 082	5 696	4 354	943	1 112	13 010	77 959

Dans le cadre de sa décision d'approuver le budget, le Conseil a examiné les autorisations budgétaires nécessaires pouvant être demandées par le recteur pour assurer la réalisation des objectifs et le respect des priorités de l'Université, tels qu'ils ont été approuvés par le Conseil. À cet égard, le Conseil a :

a) *Habilité* le recteur à transférer un montant total ne dépassant pas 15 % des fonds du siège aux centres ou programmes de recherche et de formation; également autorisé le recteur à transférer un montant n'excédant pas 15 % d'une rubrique budgétaire du siège à une autre, étant entendu que tout transfert d'un montant supérieur à ce pourcentage devra être approuvé au préalable par le Conseil; noté que toute modification apportée à une rubrique budgétaire des centres ou programmes de recherche et de formation doit être approuvée par le Recteur; et prié le recteur d'informer la Commission des finances et du budget de tout transfert qu'il aura autorisé;

b) *Habilité en outre* le recteur à accepter, affecter et utiliser tout fonds supplémentaire que l'Université pourrait recevoir au cours de l'exercice biennal 1996-1997 dans le cadre d'activités liées à un programme et approuvées par le Conseil, et noté que tout nouveau programme ou projet devant être mis en oeuvre par l'Université mais non prévu dans le budget et le programme académique pour l'exercice biennal devra être approuvé au préalable par le Conseil;

c) *Stipulé* que le recteur consultera le Conseil lorsque l'Université est amenée à souscrire des engagements de dépenses au-delà du total approuvé du budget, et que toutes ces dépenses devront être approuvées par le Conseil en temps utile; et autorisé le Bureau à prendre toutes les mesures nécessaires à cet égard, à sa réunion de juillet 1996.

